

CRISE ÉCONOMIQUE ET AUSTÉRITÉ

ROBERT BIBEAU

robertbibeau@hotmail.com

ÉDITIONS LES 7 DU QUÉBEC.NET

[les 7 du quebec](http://les7duquebec.net)

2023

TABLE DES MATIÈRES

CRISE ÉCONOMIQUE ET AUSTÉRITÉ *	3
La crise économique est systémique	3
La crise économique systémique est mondiale	3
La crise économique systémique est globale	3
La crise économique et le développement inégal	4
La crise économique anarchique aggrave les injustices	4
La crise économique amène l'austérité	5
Les salariés sont lourdement taxés	6
Ce sont les riches qui planquent leurs frics	6
La crise économique est une crise de surproduction	7
Les subventions aux entreprises exacerbent la crise	8
La spéculation boursière accentue la crise monétaire	9
La crise compagne de route de l'impérialisme en déroute	10
Le crédit à volonté pour compenser l'affaissement des marchés	12
Le crédit entraîne le capitalisme vers le précipice	13
L'appareil de propagande publicitaire	14
L'effondrement industriel de l'économie impérialiste	15
Farder l'austérité par des statistiques alambiquées	16
La dette explose et l'État impérialiste implose	16
Aucune mesure d'austérité ne protégera l'économie impérialiste	18
La guerre mondiale est inévitable	19
Deux axes pour contrer les mesures d'austérité	20
LES ÉTATSUNIENS RAPATRIENT AUX ÉTATS-UNIS **	22
Délocalisation industrielle vers les États-Unis ?	22

Réduction des coûts de la force de travail	26
La concurrence internationale entre brigands	28
La dette souveraine incontrôlée	29
Nul secret que l'imparable réalité de leur incapacité	30
LA SPIRALE INFERNALE DE LA CAPITALISATION ***	32
La crise systémique expliquée aux ouvriers	32
La financiarisation de l'économie impérialiste	33
La tertiarisation de l'économie impérialiste moderne	34
La crise inéluctable en deux équations	35
La reprise de la spirale infernale	37
LA PRODUCTIVITÉ DES SALARIÉS ****	38
La productivité des entreprises	38
La productivité des salariés	38
La productivité absolue et relative	40
LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE *****	42
Critique de la pensée réformiste néolibérale	42
Les idéaux et les principes du réformisme néolibéral	43
Le « <i>laisser faire</i> » dirigiste néolibéral	45
L'économie en guerre contre l'économie de guerre	46
Les États-Unis, un exemple d'impasse économique	46
La guerre comme « solution » à la crise économique	49
L'unique solution à la crise économique	50
NOTES	54

CRISE ÉCONOMIQUE ET AUSTÉRITÉ *

La crise économique est systémique

La crise économique est le symptôme le plus apparent du dysfonctionnement patent de l'ensemble du mode de production et de commercialisation des marchandises sous l'impérialisme moderne. Le système économique capitaliste ne parvient plus à résoudre ses contradictions internes et à assurer la valorisation du capital, l'accumulation des profits, et sa reproduction élargie. Chaque composante du système est déficiente dans son fonctionnement interne et dans ses interrelations avec les autres composantes économiques (monnaie, crédit, bourse, banque, industrie, énergie, commerce, transport, main-d'œuvre, recherche, consommation, communication, etc.). De plus, cette crise économique emporte peu à peu dans la panade tout l'édifice chaotique du système politique démocratique bourgeois et affecte profondément la morale, l'éthique et l'idéologie bourgeoise. C'est pourquoi nous disons que la crise économique est systémique.

La crise économique systémique est mondiale

Les économies nationales indépendantes n'existent plus nulle part sur terre. Aucun pays n'est aujourd'hui économiquement indépendant ou détaché du système global et mondial de l'économie impérialiste moderne. Ceci inclut les États-Unis d'Amérique, la superpuissance déclinante, ainsi que la Chine impérialiste, la superpuissance ascendante. Ce postulat implique qu'aucune solution locale, régionale ou nationale n'est envisageable pour mettre fin à cette crise systémique. Si solutions ils y avaient, elles ne pourraient qu'être mondiales. C'est la raison pour laquelle nous disons que la crise économique est systémique et mondiale¹.

La crise économique systémique est globale

Toutes les sphères et tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture hyper mécanisée, l'industrie robotisée, l'énergie hydro-électrique, nucléaire, fossile et renouvelable, l'industrie minière, les pêcheries, la foresterie, le tourisme, la construction, les transports, les télécommunications, l'alimentation, le textile et le vêtement, le logement, le commerce de gros et de détail, les banques et les

fiducies, les régimes de retraite, le crédit, les monnaies nationales, la bourse, la consommation en général et la gouvernance municipale, provinciale, nationale et multinationale subissent tous globalement la crise économique systémique. C'est pourquoi nous disons que la crise économique est systémique, mondiale et globale.

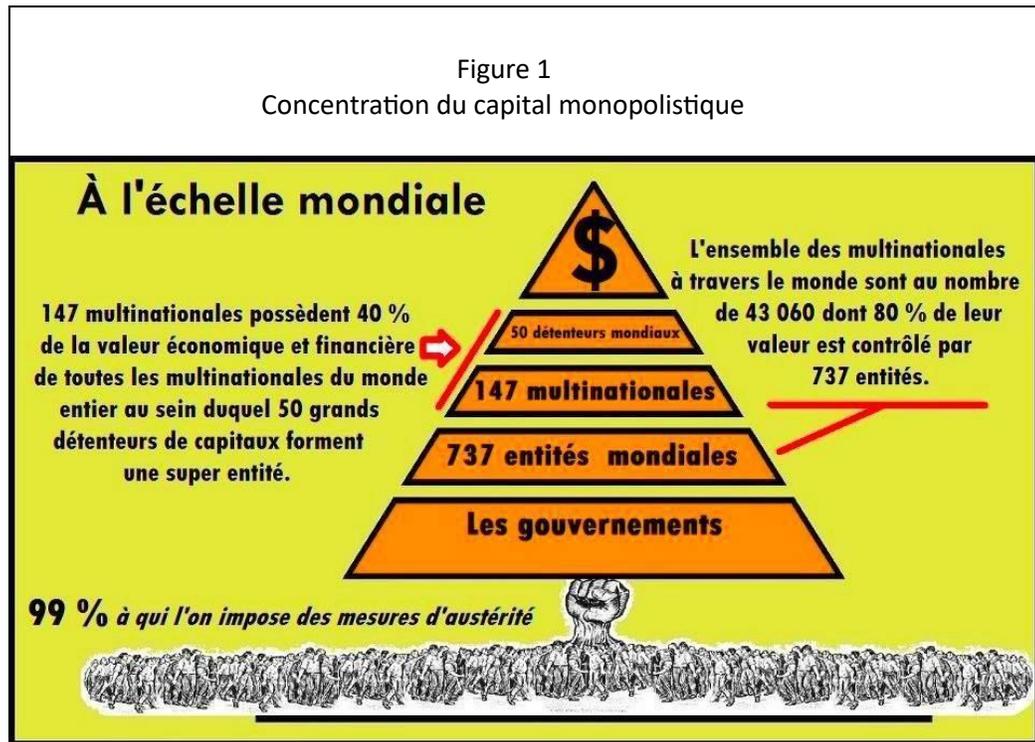
La crise économique et le développement inégal

Le développement historiquement différencié de l'économie politique impérialiste moderne du mode marchand, au mode industriel, puis au mode financier; couplé à la répartition inégale des ressources naturelles, des énergies fossiles, de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, des moyens de production, et conséquemment de la puissance militaire, ont entraîné une nouvelle division internationale du travail, d'où a surgi un développement économique inégal, d'un pays à un autre et d'une région à une autre sur le globe, tous ces pays étant imbriqués les uns dans les autres – et tous interdépendants – chaque pays ayant un rôle spécifique à jouer dans le concert du développement impérialiste anarchique par bonds saccadés –. Tantôt, la crise économique s'amorce dans les pays du Sud-est asiatique, tantôt c'est au Japon, tantôt c'est la bourse de New York qui s'enflamme et tantôt c'est l'euro qui s'étrangle, mais par la suite toutes les autres économies sont entraînées dans la récession. C'est la raison pour laquelle nous disons que la crise économique systémique mondiale et globale est la conséquence du développement international inégal, combiné et par bonds.

La crise économique anarchique aggrave les injustices

Le système économique et social – le mode de production *in fine* – dans lequel le Québec, le Canada, la France, les États-Unis et les autres pays du monde évoluent et survivent – tant bien que mal – est anarchique et non planifié. Il est le produit de la « libre entreprise » du « libre marché » et de la concurrence sauvage entre des monopoles qui s'approprient tous les moyens de production et d'échanges et toutes les ressources pour leur bénéfice exclusif. Le système économique impérialiste anarchique est le produit de l'accumulation débridée de profits mirobolants, accaparés par une petite couche de capitalistes monopolistes (la concentration de la richesse engendre une plus forte concentration comme par induction comme le montre la figure 1). Il entraîne la concentration du patrimoine mondial entre les mains d'une clique de riches narcissiques dont, paraît-il, environ une centaine de multimilliardaires détiendraient la moitié des richesses mondiales. Alors que de l'autre côté du miroir deux milliards d'humains survivent avec moins

de 2 dollars par jour (730 \$ par année) ce qui évidemment ne constitue pas un marché lucratif pour l'écoulement des marchandises et la reproduction du capital. Ce sont les raisons pour lesquelles nous disons que la crise économique systémique est discursive, réursive et anarchique et ne peut être réglée à l'intérieur du système économique impérialiste moderne.



La crise économique entraîne l'austérité

Les politiques d'austérité mises en place par les différents gouvernements, municipaux, provinciaux, nationaux, et les organismes multinationaux, visent toutes à préserver les profits des entreprises privées qu'elles soient petites, moyennes, grandes, et à sauvegarder les dividendes des oligopoles, les bénéfices des requins de la finance, les revenus des banques et des milliardaires privés. La façon dont les gouvernements tentent de sauver les entreprises privées de la faillite, et de l'érosion de leurs profits, consiste à transférer le fardeau de la crise économique sur le dos des salariés, des travailleurs, des chômeurs et de leurs familles, des pauvres et même de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie qui voient leurs taxes et leurs impôts, leurs loyers, et leurs emprunts augmenter plus vite que leurs revenus. C'est la raison pour laquelle nous disons que les

politiques d'austérité ne sont pas les causes, mais bien les conséquences de la crise économique systémique mondiale et globale de l'impérialisme moderne.

Les salariés sont lourdement taxés

Nous observons les hausses de taxes telles que la TVQ (taxe sur la valeur ajoutée au Québec qui est passée à 9,5 % en 2012) et les surcharges d'impôt prélevé directement sur les salaires de tous les salariés qui forment 90 % des travailleurs actifs. Nous observons les augmentations des charges sociales couplées à des hausses de tarification des biens et des services produits et distribués par l'État. Le coût des services publics et les taxes à la consommation sont prélevés directement à l'achat, alors que les taxes municipales et scolaires sont calculées sur la valeur de la propriété foncière (que les 66 % de ménages montréalais locataires, paient sous forme de hausse de loyers), ce qui laisse aux salariés bien peu de capacité de frauder le fisc. Chacun est en droit de se demander quelles sont les véritables visées de l'État policier quand il lance des campagnes hystériques à propos de la fraude fiscale généralisée de la part des salariés. Pendant ce temps, les salaires stagnent ou régressent provoquant la paupérisation de l'aristocratie ouvrière, de la petite bourgeoisie et de tous les salariés. Ce sont les raisons pour lesquelles nous disons qu'il faut rejeter ces propos mensongers de la part de l'État policier et des médias affidés et combattre les hausses de loyers, de taxe, d'impôts et des tarifs des services publics.

Ce sont les riches qui planquent leurs frics

Rien n'est fait pour empêcher l'évasion fiscale des milliardaires et des entreprises multinationales apatrides qui dissimulent quinze mille milliards de dollars dans les abris fiscaux « offshore ». Près de la moitié de toutes les transactions financières internationales transitent par ces paradis illégitimes pour milliardaires indifférents et gourmands. Toutes les organisations internationales tolèrent et encouragent secrètement ces pratiques, tout en s'en plaignant hypocritement publiquement. Depuis plusieurs années, les pontifes des États capitalistes critiquent l'évasion fiscale via les « paradis fiscaux », ces entités de non-droit international, qui minent les fiscalités nationales. Cependant, nombre de ces pays plumitifs entretiennent sur leur territoire de tels paradis fiscaux frauduleuxⁱⁱ. Ce salmigondis des « caches fiscales illicites » dissimule d'autres exonérations et échappatoires fiscales légales et « immorales », selon les normes et les valeurs ouvrières du moins.

Les fiscalités différenciées des entreprises, des banques et les dérives laxistes di fisc sont intimement liées au processus d'internationalisation de l'activité

économique générale. Dans un contexte économique fortement « libéralisé », suite aux accords économiques et commerciaux globaux – ALENA et Union européenne, Accords AsiePacifique, accords pilotés par l’OMC –ⁱⁱⁱ sous une conjoncture où les technologies de l’information permettent des communications en temps réel, où la productivité du travail ouvrier est en hausse dans les pays émergents (davantage que dans les pays développés), où le transport des marchandises est de moins en moins couteux, il n’a jamais été aussi facile d’éparpiller les différentes usines du processus de production assemblage et les différentes composantes d’une entreprise lucrative et de les opérer à distance, déplaçant les revenus et les dépenses selon les convenances. L’« optimisation fiscale » (payer moins d’impôts et de minimales redevances) n’est pas la cause, mais le résultat normal de ce phénomène qui entraîne la conversion des rentes et des dividendes en monnaies étrangères qui engendrent l’évasion fiscale générale et le délitement des frontières nationales (quand il en reste), plaçant les ouvriers du Canada en concurrence avec les ouvriers chinois, indiens et indonésiens pour le plus grand avantage des collecteurs de profits^{iv}.

Ce ne sont pas les ouvriers et les petits salariés qui fraudent le fisc, comme la propagande gouvernementale et celle des médias à la solde voudraient nous le faire croire. Ce sont les actionnaires des compagnies privées, les hauts dirigeants, les « tondeurs de coupons », les milliardaires, les spéculateurs et les boursicoteurs, les criminels mafieux aux revenus sulfureux, les membres des conseils d’administration qui accumulent les millions (\$) et les membres des conseils de direction payés en actions et en « stock options » qui obtiennent de généreux dégrèvements fiscaux et des parachutes dorés, en plus de planquer leur pognon dans les paradis fiscaux avec la complicité de tous les États nationaux et celle des organisations de la gouvernance internationale (FMI, BM, OCDE, Swift, Libor, ALENA, CPI, ONU, OMC, etc.)^v.

Il est totalement impossible de renverser cette tendance à la fraude fiscale par les riches et pour les riches puisque ce sont ces mêmes potentats qui commandent aux États policiers – par thuriféraires interposés^{vi}. Pire, si un État bourgeois s’avisait d’imposer les fortunés avec équité, ceux-ci s’évaderaient vers des cieux délétères et compassés se placer à l’abri d’un parapluie fiscal complaisant. C’est la raison pour laquelle nous disons que la solution au scandale de l’évasion fiscale sera mondiale, globale et hors de l’économie politique impérialiste moderne^{vii}.

La crise économique est une crise de surproduction

Depuis que le système d'économie politique capitaliste est passé du stade capitaliste industriel de développement au stade monopoliste financier et donc à la phase impérialiste moderne globale et mondiale de développement « le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs et de décupler leurs forces (productivité), mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leurs créer des besoins factices. »^{viii}. Ce que les divers paliers de gouvernement arrachent aux consommateurs – aux travailleurs – aux salariés, payeurs de taxes, d'une main, ils le redonnent aux banquiers et aux entreprises privées de l'autre main, mais ce faisant les entreprises, les marchands et les commerçants ne parviennent plus à vendre leurs marchandises et leurs services, car leurs clients – contribuables – travailleurs – consommateurs n'ont plus suffisamment d'argent pour acheter les produits qu'on leur offre à profusion sur les marchés de consommation. À ce processus de réquisition du pouvoir d'achat s'ajoute l'inflation des prix qui gruge les deniers des employés et le chômage qui finit de miner complètement le pouvoir d'achat des salariés. C'est la raison pour laquelle nous disons que la crise économique systémique est une crise de surproduction dans un monde de privation.

Les subventions aux entreprises exacerbent la crise

L'État soi-disant démocratique et les États ne se couvrant pas d'un verni démocratique électoraliste, sont à la botte des riches et ne sont pas au service du public, du citoyen, du contribuable, du retraité, du patient, de l'étudiant, de l'électeur, du chômeur ou du travailleur. Les politiciens bourgeois sont au service des banquiers, des milliardaires, des actionnaires des multinationales transfrontalières, de ceux qui financent leurs élections et leur assurent une bonne couverture médiatique. Les gouvernements et les parlements adoptent des lois pour servir les entreprises – pour garantir leurs bénéfices, leurs profits, leurs rentes et leurs dividendes. Les efforts financiers consentis sont gigantesques de la part de l'État des riches – sous forme de subventions (au Québec, on dénombre 2 300 programmes de subventions gouvernementales destinés au privé et cumulant 3,3 milliards \$ d'aides annuellement), mais aussi, sous forme de congés de cotisations aux régimes de pension, sous forme de décharge des charges sociales et municipales et de dégrèvement d'impôts pour les corporations privées. En 2014, au Québec, une entreprise paye un maximum de 26,90 % d'impôt sur ses bénéfices nets, soit 15 % au fédéral et 11,90 % au provincial.^{ix} Par contre, le taux d'imposition d'un salarié peut grimper jusqu'à 55 % (provincial et fédéral). C'est la raison pour laquelle nous disons (sans illusion!) que les gouvernements devaient imposer les riches et les entreprises privées plutôt que de les subventionner^x.

Il faut être conscient que les gouvernements bourgeois ne peuvent rien y changer puisqu'à l'instant où un État fait mine de hausser les impôts, les redevances minières, les « royautés » pétrolières, forestières, hauturières, ou qu'il suggère d'augmenter les tarifs privilégiés d'électricité (0,04 \$ le kilowatt) les corporations multinationales menacent de fermer leurs usines canadiennes et de les transférer dans un pays au gouvernement plus conciliant. Les « prolos » sont placés devant le quiproquo de réclamer la hausse des redevances, des taxes et des impôts des entreprises puis de perdre leur boulot. De toute manière, les récriminations de la classe ouvrière n'ont aucun effet sur le segment de « classe » des thuriféraires solidement abouché à ses maîtres les plénipotentiaires de l'économie. C'est la raison pour laquelle nous disons que la mondialisation et la globalisation de l'économie impérialiste moderne rendent leurs menaces efficaces.

Qui plus est, les aides gouvernementales en capital de risque ne visent aucunement à pallier le manque de liquidité capitaliste puisque les entreprises privées canadiennes ont stocké 600 milliards d'enchasses (2013) en prévision d'occasions d'affaires extraordinaires^{xi}. Les compagnies monopolistes canadiennes regorgent de capitaux comme les entreprises de tous les grands pays impérialistes. Ce qui manque ce ne sont pas les capitaux à investir, ce qui fait défaut ce sont les marchés lucratifs à conquérir, les occasions d'affaires où investir, et les opportunités de spolier les salariés. Sans marchés solvables, inutile d'investir pour produire de nouvelles marchandises qui vont encombrer les inventaires. C'est la raison pour laquelle nous disons que malgré l'aide gouvernemental aux entreprises capitalistes monopolistes, la crise économique systémique poursuit sa dégringolade inexorable.

La spéculation boursière accentue la crise monétaire

La crise économique de 2008, quelques fois appelée **Grande Récession**, est une catastrophe dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés à la suite du krach boursier de l'automne 2008, lui-même consécutif de la crise des « subprimes » de 2007. En décembre 2007, les États-Unis ont été les premiers à entrer en récession, suivis par plusieurs pays européens au cours de l'année 2008^{xii}. La France n'est entrée en récession qu'en 2009. Le Canada y a échappé de justesse, mais non sans séquelles. Cette crise économique mondiale est considérée comme la pire depuis la **Grande Dépression**.

À l'été 2007, les prêts hypothécaires américains ont été un élément déclencheur de la crise financière qui a entraîné la crise économique de 2008-2010. L'origine en est soulignée par un communiqué émis en août 2007 par un banquier français qui indiquait que sa banque suspendait la cotation de trois de ses fonds du fait de « l'évaporation complète des liquidités » de certains marchés américains. Traduisant cet oukase singulier en langage vernaculaire, cela signifiait que du jour au lendemain de l'argent, du capital spéculatif s'étaient « évaporés » (sic), avait disparu on ne sait où ni comment. Cette énigme est majeure pour la compréhension du fonctionnement du système d'économie impérialiste. Nous y reviendrons.

S'ils n'ont pas à eux seuls provoqué une crise d'une telle ampleur, les prêts hypothécaires à très haut risque (*subprimes*) ont été l'élément qui a déclenché le mouvement ébranlant tout le système bancaire-financier en difficulté :

- le transfert d'actifs douteux des banques vers le marché boursier, ce que les boursicoteurs appellent la **titrisation** de ces supposés « actifs » parasites^{xiii};
- la création d'actifs complexes et opaques, ce que nous appelons une arnaque boursière;
- la complicité des agences de notation qui n'évaluaient pas les risques de ces « actifs » toxiques ;
- l'application de normes comptables dite de « fair value », des normes pour fraudeurs; ☒ les défaillances entendues des régulateurs à corriger les « failles » dans un contexte où le système bancaire-boursier a été largement dérèglementés, globalisés, mondialisés; ☒ la manipulation des taux d'intérêt sur les prêts par les « *too big to fail* ». Lors de la crise de 2008, la valeur totale des actifs dits toxiques (dont les *subprimes*) est estimée à environ 800 milliards de dollars et les pertes induites par les banques se situent entre 2200 et 3600 milliards de dollars dans le monde. Alors que la capitalisation boursière mondiale a chuté de presque 50 % en 2008, passant de 62 747 milliards de \$ fin 2007 à 32 575 milliards de \$ fin 2008, soit une perte de 30 000 milliards de \$, ou 30 fois plus que la perte originale. L'édifice financier s'était écroulé comme un château de cartes. C'est ce qui se reproduira lors du prochain krach boursier.

« C'est dire le prix de la défiance, due aux anticipations du marché, comparée à la valeur réelle des choses. D'autant plus que du côté de l'économie réelle, il n'y a pas eu de destruction de valeur de l'appareil de production ni des clients potentiels des entreprises (citons l'exemple des compagnies aériennes dont la valeur boursière est tombée en dessous de la valeur des actifs correspondant aux avions en leur possession). Simplement, le marché anticipe par méfiance et pessimisme des

pertes futures qu'il chiffre au présent, en valeur actuelle nette, via le cours de la bourse. », ergote l'économiste en herbe tétanisé^{xiv}. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que la spéculation boursière inavouable est incontrôlable.

La crise compagne de route de l'impérialisme en déroute

Le krach boursier de 2008, dans lequel incidemment nous patageons depuis ce temps, fut le résultat imprescriptible et incontournable de l'évolution naturelle et normale du système d'économie impérialiste moderne. Résumons simplement l'enchaînement de ce processus obligé. En simplifiant exagérément nous dirons qu'au commencement il y avait une société ayant des besoins à combler et offrant un marché.

Le premier mouvement de ce drame shakespearien survient quand un agent économique (les capitalistes) s'empare du pouvoir économique, politique et idéologique et propose non pas des biens et des services pour combler ces besoins multiples et variés, cet agent économique propose des « marchandises » à leur valeur de production, c'est-à-dire des produits sortis de ses usines, de ses manufactures, de ses ateliers de service, de ses chantiers de construction, de ses moyens de transports et de communication qui appartiennent tous aux actionnaires-propriétaires des moyens de production, d'échanges et de communication. Cet agent économique capitaliste privé administre les fonctions de production, d'échanges et de communication pour l'unique raison d'empocher des profits à profusion puis de les réinvestir pour enclencher un nouveau cycle économique profitable. La motivation du propriétaire privé des moyens de production, d'échanges et de communication n'est pas de satisfaire les besoins sociaux de la population, mais de satisfaire ses actionnaires.

Le deuxième mouvement de ce drame shakespearien survient au moment où dans cette course à la production de marchandises et de services pour faire jaillir le surtravail source de profit des mains de l'ouvrier spolié, le contraire survient, et plus le processus s'industrialise, se mécanise, s'automatise et se robotise, plus le profit s'amenuise, plus le capitaliste exige de productivité de la part du salarié, pour obtenir plus de surtravail à spolier, et moins il ne reste de salaires réels aux salariés pour consommer et enclencher un nouveau cycle de production-consommation-accumulation. Le marché solvable rétrécit tandis que les capacités de production s'intensifient et inondent les marchés de consommation de produits ayant de moins en moins de valeur marchande, et que moins de clients sont en mesure d'acheter-consommer-détruire.

Étant donné que le bénéfice des banquiers, des financiers, des courtiers boursiers sont tous tirés de la plus-value – du surtravail spolié aux ouvriers – et donc du capital financier actif et productif, le rétrécissement des marchés amène le ralentissement de la production ainsi que du cycle de reproduction élargie du capital, ce qui provoque automatiquement l'abaissement des bénéfices dans tout le système économique.

Le troisième mouvement de ce drame shakespearien amène les boursicotiers, les courtiers, les banquiers et les financiers à imaginer répandre largement le crédit à la consommation afin de faire consommer aux salariés appauvris leur salaire anticipé. Ils espèrent ainsi continuer à empocher leur part des profits qui ne seront probablement jamais produits puisque la crise économique systémique s'approfondit. Par-dessus cette solution du crédit illusoire et ostentatoire, les banquiers et les financiers surajoutent la création de « produits » financiers illégaux, frauduleux et mafieux qui, à la première flambée boursière, se consomment et s'envolent en poussière, ce que le banquier français avait appelé ci-haut « l'évaporation complète des liquidités », la disparition de la fausse monnaie de Monopoly, du capital factice qui en réalité n'a jamais existé que sur palimpseste.

Depuis 2008 politiciens corrompus, banquiers véreux, économistes obséquieux, experts ingénieux et journalistes complices déchirent leurs chemises sur le parvis des banques et des places financières, qu'occupaient les protestataires indignés, abjurant leurs crimes et jurant que des mesures de contrôle seront instaurées, que d'autres seront renforcées, que l'hégémonie du capital financier est terminée et que tant de choses vont changer. Rien n'a changé de l'aveu même des courtiers et en 2010 la Grèce était emportée (45 % de Grecs vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté) et en 2012 les banques de Chypre s'effondraient sous les fourches caudines des Attila de la finance internationale^{xv}. C'est la raison pour laquelle nous disons que la crise financière est la compagne de route de l'impérialisme oligarchique et anarchique.

Le crédit à volonté pour compenser l'affaissement des marchés

Nous avons précédemment « palabré » à propos du crédit débridé disponible à tout vent pour consommer, il nous faut maintenant approfondir cette arnaque montée par les « banksters ». Afin de pallier la diminution des ventes conséquentes à la baisse des revenus réels et du pouvoir d'achat érodé des salariés, les banquiers et les financiers ont accordé des prêts hypothécaires sur lesquels ils ont spéculé;

les compagnies privées du secteur de la fabrication (automobiles, meubles, appareils électro-ménagers, appareils électroniques) se sont mises à prêter elles aussi, les commerçants au détail et les grandes surfaces ont ouvert les prêts à la consommation à profusion. Au cours de l'année 2013, le crédit à la consommation excluant les hypothèques et les emprunts étudiants a augmenté de 5 à 8 % par mois aux États-Unis alors que le PIB a stagné. Les créances personnelles s'élevaient à 3 087 milliards de dollars en 2013 aux É.-U.^{xvi}. Les proportions sont équivalentes en Europe occidentale et dans les autres pays d'**Occident**. Au Canada, le crédit à la consommation est passé de 438 millions à 522 millions de dollars entre 2009 et 2013, une hausse supérieure à celle du PIB et à l'indice d'inflation^{xvii}. Cette débauche de prêts – d'argent en réalité – ne fait qu'approfondir la crise financière et monétaire et retarder l'échéance du krach boursier qui éventuellement projettera les économies nationales, les économies occidentales et l'économie internationale dans une dépression catastrophique.

Tous ces prêts c'est de l'argent mis en circulation avant que d'être passé par le cycle de valorisation du capital par l'entremise de la production de marchandises ou de services et le cycle de reproduction du capital d'où les patrons extirpent leur profit (dividendes, bénéfices, rentes). Le crédit c'est de l'argent inflationniste mis sur le marché des profits anticipés non encore matérialisés.

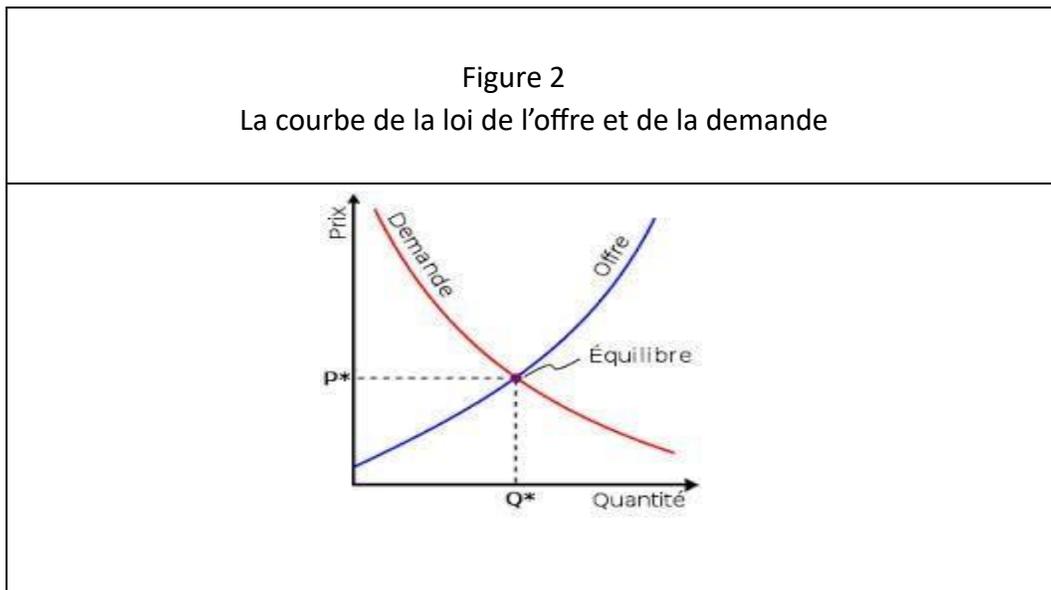
L'achat à crédit c'est la consommation actuelle d'un salaire virtuel que le salarié ne pourra probablement jamais toucher puisque le chômage, la stagnation des salaires, les hausses de taxes et d'impôts alliées à l'inflation viendront le gruger. Sans compter que par ces emprunts le salarié vient de réduire son pouvoir d'achat de la valeur des intérêts qu'il devra déboursier sans consommer (l'intérêt sur prêt est le profit du banquier-usurier). Voilà pourquoi les gouvernements s'inquiètent tant du niveau d'endettement des ménages qui a atteint 164 % en 2013 au Canada. Sous différentes formes, les Canadiens empruntent 100 milliards de dollars chaque année. Au total, les ménages canadiens doivent 1 600 milliards de dollars alors que leurs biens immobiliers – leurs résidences – sont surévalués de 60 %. Par la faute des banquiers, les ménages canadiens vivent souvent dans l'indigence, mais au-dessus de leur moyen et il suffira d'une hausse des taux d'intérêt pour que la finance et l'économie s'effondrent et sombre irrémédiablement^{xviii}. Voilà pourquoi la Banque du Canada et la Réserve fédérale aux États-Unis n'augmentent pas leurs taux directeurs pour le moment.

L'ensemble de cette problématique de la dette des ménages, couplée à la dette souveraine des États capitalistes qui ajoute son fardeau sur le dos du salarié nous

amène à dire qu'une crise du crédit éclatera suivit d'un effondrement boursier puis d'une dévaluation des monnaies.

Le crédit entraîne le capitalisme vers le précipice

Vous aurez noté que les divers paliers de gouvernement ne peuvent rien faire contre le fléau des emprunts débridés inscrit dans les rouages de fonctionnement interne de l'économie impérialiste moderne. L'impression et la diffusion massive d'argent (Quantitative Easing) notamment par le gouvernement étatsunien (85 milliards de dollars inflationnistes sont injectés dans l'économie mondiale chaque mois) et l'accès débridé au crédit provoquent l'inflation des prix à la consommation, car l'argent est lui-même une marchandise (c'est la marchandise universelle – le fétiche, le talisman censé transformer toute autre marchandise en argent). En tant que marchandise universelle, l'argent (sous forme de monnaies, de cartes de crédit, d'hypothèques, d'actions, de profits, d'épargnes bancaires) représente quantité de biens et de services disponibles sur le marché pour en faciliter l'échange.



Selon la **loi de l'offre et de la demande** (Figure 2) le point d'équilibre, c'est-à-dire, non pas la valeur, mais le prix moyen d'un bien, est fixé au point de rencontre de la courbe de l'offre et de celle de la demande de ce bien. La marchandise argent, devenant de plus en plus abondante, alors que la disponibilité des autres marchandises demeure relativement stable, s'ensuit que la valeur symbolique de

la marchandise « argent » diminue et qu'il en faut davantage pour acquérir un bien ou un service dont la valeur marchande, contrairement à la marchandise argent, est fixée par la quantité de la marchandise « force de travail » qu'elle contient. C'est la raison pour laquelle nous disons que les différentes monnaies spéculatives – à taux de change flottant sur le marché international – seront dévaluées après le krach boursier.

L'appareil de propagande

Ces différents processus économique-financiers entraînent la réduction drastique des capacités de consommer des salariés. Le salaire d'un travailleur étant une quantité fixe « inélastique » chaque dollar gagné permet d'acheter de moins en moins de marchandises au prix inflationniste du marché, ce qui provoque l'accumulation des stocks dans les entrepôts et des invendus dans les magasins dont les capitalistes exigent la destruction plutôt que la distribution gratuite ou, à vil prix. On rétorquera que les soldes sont abondants et importants partout sur les marchés privés, ce qui est faux. Les marchandises écoulées lors de ces soldes ne représentent qu'une petite partie des produits en surplus et des invendus. D'autre part, ces ventes à rabais (quand rabais il y a ce qui n'est pas toujours le cas) ne font que miner les marchés, hypothéquant les ventes subséquentes. C'est la raison pour laquelle l'immense appareil de publicité commerciale, couplée au gigantesque appareil de propagande médiatique (radio – télé – journaux – Internet - publie-poste), qui s'épand à tout vent, n'a pas pour vocation d'informer le public, mais de faire acheter et consommer de façon inconsidérée. Observer que les émissions de télévision, de radio et les articles de journaux ne sont là que pour remplir l'espace-temps entre deux réclames commerciales et souvent les téléromans et les autres « soaps » télévisés ou radiodiffusés ne visent qu'à renforcer le besoin factice dont on vous a imprégné l'esprit pendant la réclame. Cette propagande publicitaire est véritablement un assaut contre les ouvriers et les travailleurs salariés, contre les consommateurs visant à les programmer pour « avoir quantités de choses qui donnent envie d'autre chose, car le bonheur c'est d'avoir des avoirs pleins ses armoires... ah le mal que l'on peut nous faire. » chante le troubadour^{xix}.

Il est entièrement inapproprié de la part des petits-bourgeois s'agitant en faveur de la « *pauvreté volontaire* » et de « décroissance salutaire » de tenter de culpabiliser les ouvriers d'être responsables de la surconsommation engendrée par ces immenses appareils de propagande publicitaire. Quand un nouveau système d'économie politique sera construit pour satisfaire les besoins des gens travaillant – sans obligation de valorisation du capital pour assurer la reproduction élargie du

système d'économie politique – il sera inutile de pousser à la surconsommation productrice de plus-value et de profits puisque la poursuite du profit maximum ne sera plus le moteur de l'économie. C'est pourquoi nous disons que la seule façon de sortir de ce système de consommation à outrance c'est de changer les bases fondamentales de l'économie politique et de renverser cette société de consommation en perdition qui est obligée de faire surconsommer pour fonctionner.

L'effondrement industriel de l'économie impérialiste

L'ensemble de ce processus économique – amenant le rétrécissement des marchés – la réduction du pouvoir d'achat des salariés – les surplus d'inventaires à détruire pour maintenir les marchés subsidiaires – amène invariablement des fermetures de manufactures, ce qui aggrave d'autant le chômage auquel s'ajoute le problème de la délocalisation des usines d'Occident vers les pays d'Orient (phénomène amorcé au tournant des années 1970) – vers la Chine « communiste » particulièrement. La délocalisation est ce processus industriel par laquelle des entreprises monopolistiques canadiennes, étatsuniennes, françaises, allemandes, ayant leur « Head office » dans les métropoles d'Occident ferment leurs usines dans leur pays d'origine et ferment leurs succursales implantées dans un pays vassal, où les salaires sont plus élevés, afin des relocalisées dans les pays émergents où les salaires sont moins impressionnants et dont le surtravail (plus-value) est conséquent. Ce processus est en cours depuis plusieurs années, depuis que le transfert des machines-outils, des robots et des technologies; couplée à la réduction importante du coût des transports; associée à la hausse de scolarité de la main-d'œuvre salariée ont assuré l'augmentation importante de la productivité dans des pays hier encore arriérés (au chapitre suivant nous traitons abondamment de ce mouvement).

Les *gouvernements d'Occident*, qu'ils soient de niveau municipal, provincial, national ou multinational ne peuvent rien faire pour empêcher ces hausses de productivité que les entreprises capitalistes monopolistes organisent, ces baisses de coûts des transports et conséquemment ces transferts d'usines et ces augmentations de profits qui sont bien la finalité du capitalisme. Il faut toujours se rappeler que le but du fonctionnement de l'économie capitaliste monopoliste n'est pas de subvenir aux besoins sociaux des populations salariées, mais d'assurer la reproduction élargie de l'économie (mode de production et d'échanges) en s'appuyant sur la valorisation du capital ce qui nécessite l'accumulation des profits. C'est la raison pour laquelle nous disons que la relocalisation industrielle n'est pas

la cause de la crise économique systémique, mais une conséquence désespérée de cette crise des profits anémiés.

Farder l'austérité par des statistiques alambiquées

Prenez garde aux statistiques que les États impérialistes et leurs instituts de recherche fabriquent et publient à propos de l'inflation, de la hausse des prix, des augmentations de salaire, des revenus, du chômage, des déficits budgétaires. Étant totalement incapable de régler ces problèmes économiques l'appareil étatique bricole les statistiques, modifie les paramètres et change les variables pour le calcul des indices et publie systématiquement des données tronquées ou erronées sur l'état de l'économie qui sont devenues des instruments de propagande pour apaiser ou désorienter la vindicte des salariés. Au Québec récemment le ministre des Finances a reporté d'une année l'atteinte du déficit zéro (l'équilibre fiscal entre les revenus et les dépenses gouvernementales). Pour y parvenir sur papier il a prévu une croissance du PIB du Québec de 3,5 % en 2016 ce qui est ridicule et mensonger. Même les économistes bourgeois obséquieux n'ont pu entériner cette baliverne et plusieurs ont critiqué vertement le ministre^{xx}. Nous vous prions de prendre note qu'en 2001 l'Assemblée nationale du Québec a adopté une loi prescriptive obligeant le gouvernement à atteindre l'équilibre budgétaire (déficit zéro). Cette loi n'a jamais été appliquée depuis qu'elle a été adoptée^{xxi}. Il en est de même d'une loi adoptée au Salon bleu (appelé le Salon de la race par feu le premier ministre fasciste Maurice Duplessis) exigeant la lutte contre la pauvreté. Depuis, l'État policier n'a cessé d'agresser les pauvres sans jamais rien faire contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que ni le budget provincial ni le budget fédéral ne seront équilibrés avant nombre d'années – probablement pas avant le prochain krach financier anticipé.

La dette explose et l'État impérialiste impluse

S'évertuant à augmenter sans cesse ses aides aux entreprises privées, afin de les garder dans son pré carré; s'échinant à réduire les charges fiscales des multinationales et donc à anémier ses revenus de fiscalité; atteignant la limite des charges imposables aux particuliers, aux ouvriers, aux salariés, aux aristocrates ouvriers et aux petitsbourgeois surtaxés, l'État des riches s'est empressé d'emprunter et de s'endetter sur le marché obligataire privé. C'est là une autre façon par laquelle l'État transfère l'argent public aux capitalistes privés. Les banquiers et les financiers commandent la manœuvre en amont et ramassent le pécule en aval. Ils recommandent les emprunts gouvernementaux, ils prêtent à fort

taux, ils abaissent la cote de crédit des États et manipulent frauduleusement les taux d'intérêt sur les prêts, ils prêtent et empochent les remboursements grevés de forts intérêts^{xxii}. La dette souveraine de presque tous les États industrialisés (mais aussi des pays sous-développés) est exorbitante, ne cesse de grimper et ne pourra jamais être remboursée... c'est assuré.

Les États capitalistes vivent à crédit. Finis *l'État providence* et sa manne abondante – les miettes sacrifiées aux aristocrates ouvriers et la pâté pour petitsbourgeois affidés. Les États en faillite émettent de la monnaie de pacotille, réduisent les dépenses publiques et éliminent les services, c'est ce qu'ils appellent *l'austérité*. Ils augmentent leurs ponctions sur la masse du capital par taxation indirecte et repoussent la faillite étatique comme en Grèce, au Portugal, à Chypre, en Espagne et bientôt dans de nombreux autres pays. Pendant ce temps, un paragon de l'économie capitaliste explique aux apparatchiks du gouvernement péquiste que le Québec peut faire mieux et s'endetter davantage vis-à-vis des banquiers et des roturiers. L'ex-premier ministre et ex-économiste Jacques Parizeau explique qu'afin de faire paraître plus svelte la dette souveraine d'un Québec qu'il souhaite "souverain" sous la botte de sa clique de la bourgeoisie, il suffit de changer de convention comptable, et au lieu d'afficher la dette québécoise selon le concept de la "dette brute", ou encore selon le concept de la "dette nette", il propose plutôt de la calculer et de l'afficher selon le concept de la "somme des déficits cumulés". Si en plus, le gouvernement évite comme le font les États-Unis d'utiliser la norme comptable sévère de l'IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et adopte la convention comptable étatsunienne – plus accommodante – pour le calcul des revenus, des dépenses, des avoirs-immobilisations et des amortissements, il parvient – sur papier du moins – à réduire la dette publique de 117 % à "seulement" 65 % du PIB "national" québécois (sic). Et cela, sans avoir remboursé un sou de plus à ses créanciers^{xxiii}. La dette publique provinciale est toujours estimée à 300 milliards de dollars, mais sa « légèreté » relative permet d'espérer pouvoir davantage hypothéquer l'avenir.

La dette brute souveraine canadienne a maintenant atteint la somme astronomique de 1 437 milliards de dollars (2012). Celle du Québec a atteint 300 milliards de dollars soit 120 % du PIB provincial (2014). Combiné à la dette fédérale, la dette par québécois s'élève à environ 38,000 \$, qui s'ajoute à la dette personnelle de chaque individu. Inutile de tergiverser, la plupart des salariés ne parviendront jamais à rembourser et cette dette publique et leur dette privée. Les riches qui auraient les moyens de rembourser fuient et s'expatrient dans d'autres pays comme il en fut en Allemagne vers 1930, en Russie vers 1989, et comme il en est en Grèce, à Chypre, en Espagne et en France. C'est la raison pour laquelle nous

affirmons que la monnaie canadienne (tout comme l'euro et le dollar US) s'effondrera et le gouvernement se dégagera de ses dettes en dévaluant le dollar, dépréciant d'autant les épargnes, les régimes de retraite, les papiers commerciaux et la valeur des propriétés de tous les citoyens canadiens. Il n'en sera pas autrement aux États-Unis et dans tous les pays où sévit l'impérialisme moderne.

Aucune mesure d'austérité ne protégera l'économie impérialiste

Toutes les mesures et les politiques d'**austérité** mise en place par les municipalités et les gouvernements des pays industrialisés, et même ceux des pays émergents, pour sortir de la crise se sont avérées inefficaces, inopérantes, ou encore n'ont jamais été appliquées. Pire, souvent ces mesures d'austérités ont contribué à envenimer la situation économique, sociale et politique nationale. D'autres mesures suggérées, par la pseudo gauche n'ont jamais été adoptées par les gouvernements bourgeois aux services des riches et pour cause, là où elles ont été appliquées elles se sont avérées catastrophiques (Argentine, Islande, Bolivie, Équateur).

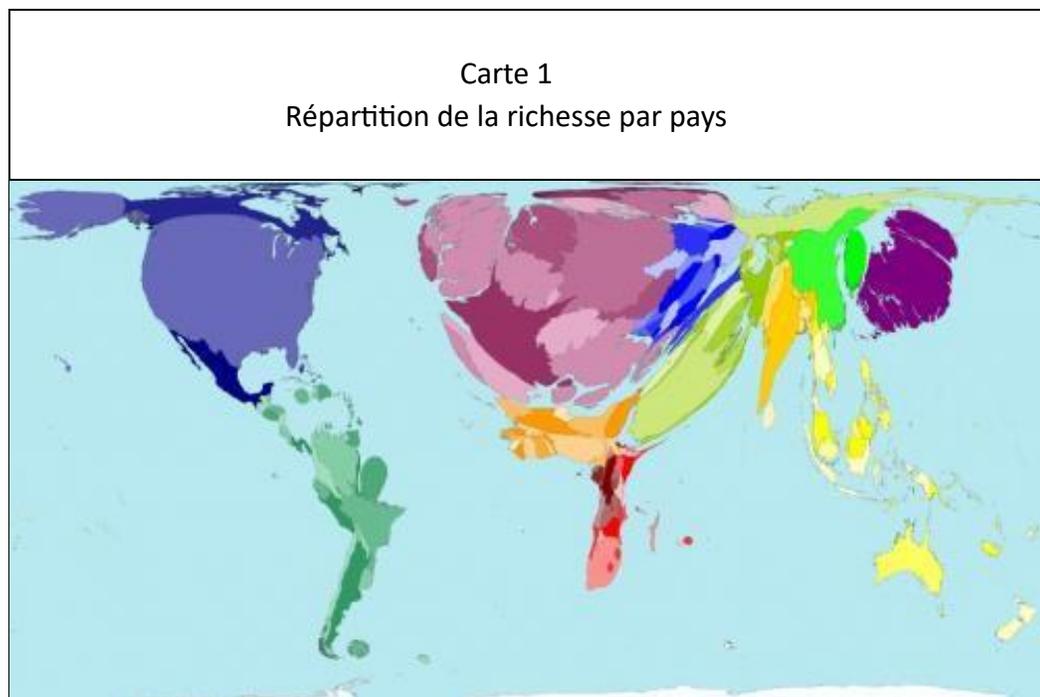
Aucun économiste réformiste ne veut l'admettre, mais ils ne savent pas corriger ce système d'économie politique qui périlite. Ils ne savent même pas prévoir ce qui adviendra en prolongement de l'application de tel ou tel cataplasme sur cette jambe de bois, ni ce qui adviendra s'ils n'appliquent aucune mesure d'austérité. Ils ne peuvent rien faire sinon prolonger l'agonie de ce système décrépité. Voici une liste non exhaustive des mesures d'austérités (de gauche comme de droite) suggérées ou appliquées dans plusieurs pays industrialisés :

Taxe Tobin sur les transactions boursières et financières. – Nationalisation des banques. – Nationaliser les entreprises minières et énergétiques. – Légiférer pour interdire les paradis fiscaux et contrer l'évasion fiscale. – Légiférer contre la spéculation boursière et la malversation financière. – Augmenter les taxes et les impôts des particuliers. – Augmenter les prix. – Réduire le salaire minimum. – Hausser les tarifs pour les services publics. – Augmenter le prix de l'énergie. – Augmenter les cotisations à l'assurance chômage et réduire les prestations. – Réduire les services postiers et augmenter le prix des timbres. – Réduire le crédit à la consommation. – Restreindre l'accessibilité aux prêts hypothécaires. – Augmenter le taux de base et les taux d'intérêts sur les emprunts. – Adopter une loi forçant une redistribution de la richesse (sic). – Annuler la dette gouvernementale vis-à-vis des régimes de retraite des salariés. – Rembourser la

dette publique le plus rapidement possible (sic). – Réduire les dépenses gouvernementales. – Augmenter la productivité des travailleurs. – Hausser les barrières douanières pour protéger le marché national. – Transformer la gouvernance capitaliste.

– Multiplier les collectes de charité pour les travailleurs paupérisés.

Pour chacune des propositions réformistes d'austérité dite de droite, une contremesure réformiste dite de « gauche » est également envisagée. Toutes ces mesures ont été adoptées telles quelles ou réaménagées selon la conjoncture locale. Toutes ont échoué, car aucune ne s'attaque aux causes profondes de la crise économique systémique, aucune n'a donné les résultats escomptés. Ou bien les ouvriers et les salariés se laissent embobiner et la classe ouvrière adhère à ces bobards réformistes prétendant régler la crise économique systémique globale et mondiale par quelques trucs de prestidigitateur – redistribution de la richesse et sanctions contre les resquilleurs et les prévaricateurs – planifiés par les politiciens bonimenteurs qui ne sont jamais parvenus à appliquer aucune loi anti-capitale, rien ne peut enrayer la crise systémique. Ou bien, nous résistons collectivement aux mesures d'austérité qui nous sont imposées et nous retournons ces beaux parleurs petits-bourgeois, bureaucrates syndicaux et grands capitalistes monopolistes à leurs billevesées économiques éculées.



Aucun pays au monde n'est à l'abri de la crise économique systémique, c'est pourquoi nous affirmons qu'il n'existe aucune solution nationale pour sortir de la crise économique systémique mondiale et globale hormis sortir du système économique impérialiste moderne en faillite.

La guerre mondiale est inévitable

Le gouffre économique s'approfondit chaque jour davantage. Si nous sortons de la présente crise, probablement après une guerre sévère, ce ne sera que pour amorcer une nouvelle crise comme lors de la Seconde Guerre mondiale (après trente années appelées « glorieuses » d'**État-providence** par les plumentifs petits-bourgeois). Cette nouvelle crise systémique ira selon la séquence suivante : – Krach boursier – financier, suivit d'une dépression terrible et d'un chômage catastrophique, suivit d'une guerre mortifère – servant à détruire quantité de forces productives (des travailleurs salariés) et quantité de moyens de production (usines, moyens de transport, ressources). C'est pourquoi nous disons que la crise économique systémique mondiale et globale est inéluctable et pourrait mener à une nouvelle guerre mondiale.

Deux axes pour contrer les mesures d'austérité

1) **COLLABORER** : réclamer d'avantages de mesures d'austérité; implorer la compassion des riches pour qu'ils fassent la charité et qu'ils appliquent les politiques pour sortir du marasme économique. Ensuite, pleurniché parce que les économistes et les spécialistes, les politiciens qui administrent le pouvoir étatique avec la permission des capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique depuis des siècles, ne peuvent faire autrement que ce qu'ils font déjà – les lois de l'économie capitaliste les enfoncent davantage dans la crise systémique mondiale et globale.

2) **RÉSISTER** : mener chacun dans notre milieu de travail, dans notre milieu social, dans notre quartier, la lutte de résistance de classe contre toute mesure d'austérité qui frappe les travailleurs, qui frappe les étudiants, qui frappe les chômeurs; contre les hausses de loyers; contre la hausse des tarifs d'électricité; contre la hausse des tarifs des transports en commun; pour l'augmentation des subventions au logement social; contre l'embourgeoisement des quartiers

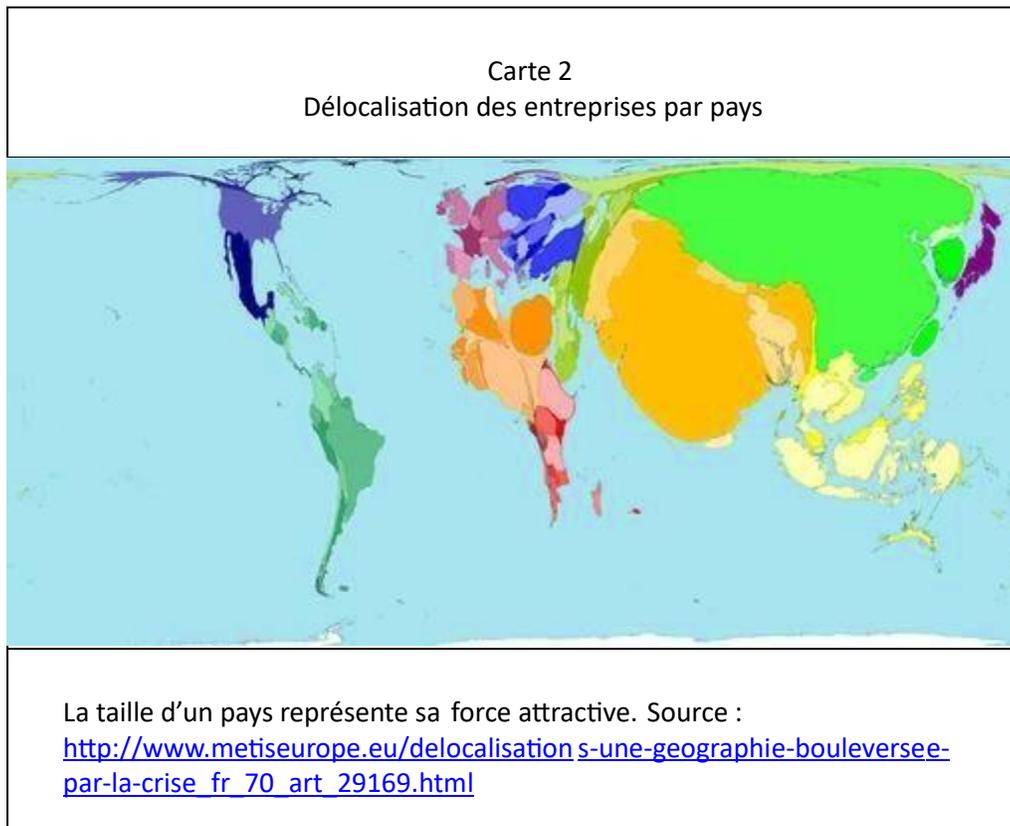
ouvriers; contre l'arrêt du service postal et la hausse des tarifs; pour le droit d'afficher, de manifester, de s'exprimer; rejeter la propagande de la bourgeoisie qui tente de nous diviser et de nous isoler et mener la contre désinformation via les médias sociaux ; refuser que l'on augmente les tarifs des garderies; refuser et combattre la charte chauvine et xénophobe d'exclusion antitravailleuse; faire grève dès que l'employeur porte atteinte à nos droits et à nos libertés, chaque fois qu'il bafoue la convention collective qu'il a signé, ou qu'il refuse de payer le salaire que les travailleurs jugent raisonnable; tenir des lignes de piquetage étanche fermant l'accès de l'usine aux « scabs » — jaunes réactionnaires; soutenir toute grève ouvrière; manifester notre unité ouvrier-salarié le Premier Mai de chaque année; s'opposer à la privatisation de toute entreprise publique; s'opposer à la privatisation des services d'aqueduc municipaux; refuser leurs oléoducs pétroliers et leur énergie nucléaire polluante; s'opposer à la détérioration des services publics; congédier les politiciens mafieux et les policiers ripoux.

Il ne nous appartient nullement à nous prolétaires, travailleurs, chômeurs, retraités, étudiants, artisans, assistés sociaux et pauvres de trouver des solutions au dysfonctionnement de leur système économique-politique décadent, système sur lequel nous n'avons aucune prise et que nous ne pourrons jamais faire fonctionner autrement que de la manière programmée – c'est-à-dire pour valoriser le capital – entasser le maximum de dividendes au bénéfice des riches et assurer ainsi la reproduction élargie du capital privé monopoliste qui nous jette dans la tourmente. Nous devons construire un nouveau mode de production – un mode de production planifié fait par la femme et l'homme ouvrier pour le bien-être de l'homme et de la femme salariée.

LES ÉTATSUNIENS RAPATRIENT AUX ÉTATS-UNIS **

Délocalisation industrielle vers les États-Unis ?

Médias-menteurs, journalistes asservis et économistes à la solde se plaignent que depuis longtemps nombre d'entreprises européennes, canadiennes et américaines ferment leurs usines en Europe, au Canada, en Australie, au Japon et aux États-Unis et les délocalisent en Orient. Ce qui serait nouveau cependant c'est que certaines entreprises reviendraient aux États-Unis pour y exploiter une main-d'œuvre bon marché. On rapporte le cas de la firme Otis, une entreprise américaine, qui aurait fermé son unité de production en Europe pour la rapatrier aux É.-U.^{xxiv}.



La carte 2 montre, pour l'année 2011, l'importance de chaque pays d'accueil et donne un indice de sa force attractive en termes de réception des opérations (production, informatisation, gestion, distribution, communication, recherche/

développement) **externalisées** et/ou **délocalisées**. Il est aisé de remarquer que la Chine et l'Inde s'arrogent la part du lion, mais il est à noter que depuis 2011 l'Inde est plus attractive que la Chine en terme d'externalisation – délocalisation des usines et des centres de recherche, délogeant la Chine qui pour se créer un marché intérieur a dû augmenter les revenus de ses salariés. Des données attestent que la Chine a dépassé la phase des économies émergentes et est devenue une puissance qui exporte ses capitaux, accapare des marchés, centralise la gestion l'administration d'immenses conglomérats internationaux qui externalisent et délocalisent leurs opérations dans divers pays où l'exploitation du capital (variable et constant) est plus profitable.

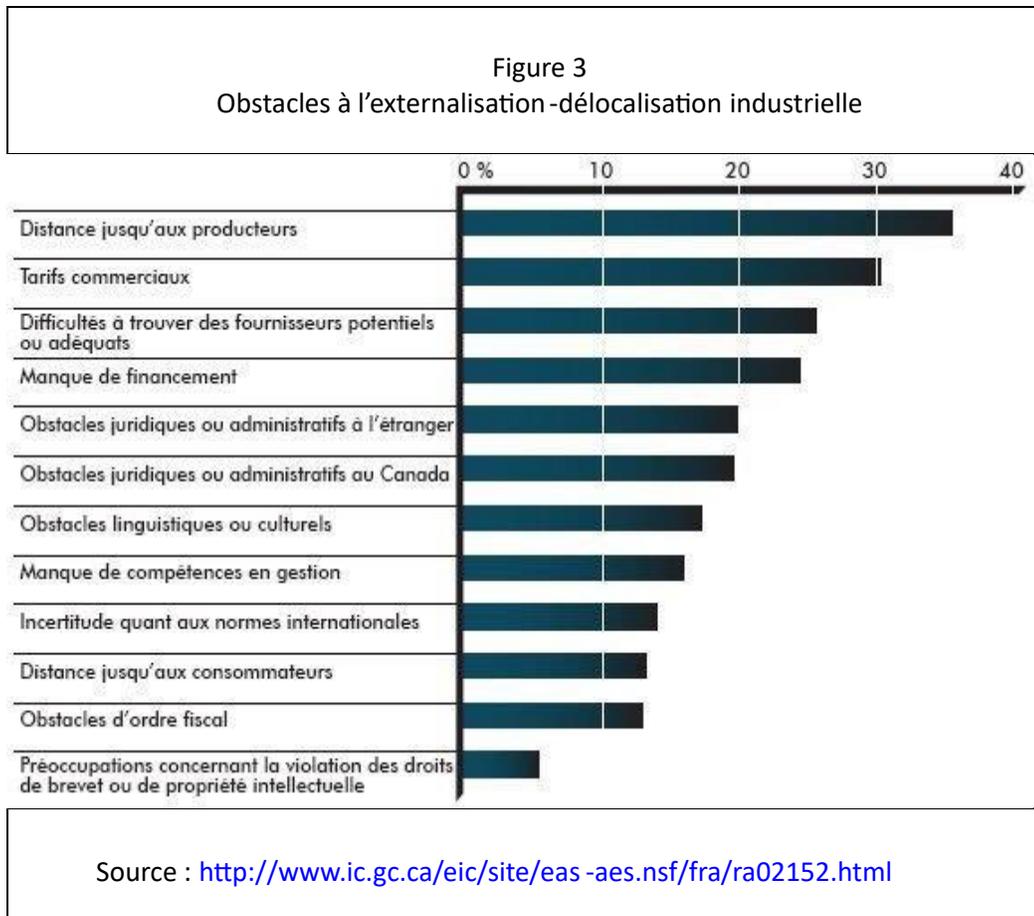
Experts et cassandres se perdent en conjectures, spéculent, supputent et ne parviennent pas à comprendre ni à expliquer ce phénomène étrange. Pourquoi un tel redéploiement industriel intra impérialiste ? Ce processus va-t-il se poursuivre et pour les capitalistes d'Europe, du Canada, d'Australie que faire pour contrer ce mouvement si tant est qu'ils puissent être stoppé ou inversé?

Ce redéploiement industriel stratégique est rendu possible et nécessaire par la combinaison de divers facteurs contraignants et imbriqués. D'abord, la série d'accords de libre-échange (Union-européenne-USA-Canada, Corée du Sud-Canada, Corée du Sud-États-Unis, États-Unis-Taïwan, etc.) que les altermondialistes appellent le processus de « *mondialisation des marchés sous le néo-libéralisme* », permettant aux capitalistes monopolistes de déplacer leurs usines partout dans le monde, de fermer sauvagement telle unité de production en Belgique, en France ou au Canada et de la déplacer en Chine, en Corée, ou en Inde, ou en direction des États-Unis où la résistance ouvrière est depuis longtemps anémiée^{xxv}.

L'État policier américain, les États policiers européens, canadiens, australiens, japonais et de tous les pays soumis aux rapports de production impérialiste moderne ont parfaitement identifié les critères faisant obstacle à l'externalisation/délocalisation des opérations d'une entreprise monopoliste multinationale. De concert, sous la direction de l'OMC, de l'ONU, de l'OCDE, de la Banque mondiale et du FMI ils travaillent à amenuiser ou faire disparaître ces entraves à l'expansion impérialiste industrielle et commerciale. La figure 3 ci-dessous présente les dix plus importants obstacles qui entravent l'externalisation/délocalisation d'une entreprise capitaliste monopoliste.

Les ouvriers ont l'habitude de riposter spontanément à cette dépréciation de la valeur de la seule marchandise qu'ils possèdent et peuvent vendre, leur « force de travail », en luttant pour des hausses de salaire ou de meilleurs avantages sociaux

(assurance collective, régime de retraite), afin de maintenir leur pouvoir d'achat, aussi les États impérialistes ont-ils vite compris qu'ils devaient écraser cette résistance ou se désindustrialiser.



Quelques indices et faits significatifs serviront à prendre la mesure de l'écrasement de la résistance des salariés américains depuis l'accentuation de la crise économique systémique en 2008. Le taux de syndicalisation est au plus bas depuis l'apparition des syndicats. Ainsi aussi peu que 11,3% de la main-d'œuvre salariée est syndiquée aux États-Unis. La syndicalisation est extrêmement difficile et maints ouvriers américains jugent que cette lutte pour la syndicalisation n'en vaut pas la peine au vu des luttes syndicales avortées ou liquidées.

Récemment, le Président Obama a haussé de quelques sous le salaire minimum pour les employés sous-payés de l'État fédéral. Barack Obama serait-il

devenu un «communiste» infiltré jusqu'au bureau ovale de la Maison-Blanche comme le suggère la chef du Tea Party (sic) ? Non évidemment, c'est simplement que l'État capitaliste monopoliste a fait trois constats :

1) d'une part, le niveau de salaire est si bas pour les ouvriers aux États-Unis qu'il ne permet plus à une portion de la classe ouvrière d'assurer sa reproduction élargie ce qui provoque des pénuries d'employés dans certains secteurs d'activités entraînant une pression à la hausse sur les salaires.

2) Ensuite, le niveau dérisoire des salaires pratiqués entraîne l'abandon du travail légal par une portion de salariés qui préfèrent offrir leur service sur le marché illicite et pour les activités du monde interlope. Le banditisme et le crime contre la personne explosent aux États-Unis ce qui coûte cher en assurance, en service de police répressif, encombre le système de justice et le système carcéral (le quart des prisonniers dans le monde serait incarcérés aux États-Unis).

3) Enfin, la diminution constante du salaire moyen et médian réduit globalement le marché de consommation solvable pour une portion de plus en plus grande des salariés, qui aujourd'hui surendetté, ne trouvent plus de crédit et cessent de consommer d'où l'explosion des friperies, des soupes populaires et autres œuvres caritatives non lucratives pour le grand capital monopoliste.

L'an dernier, la loi sur l'assurance maladie obligatoire pour tous les employés (Medicare) est une autre mesure adoptée par l'administration «communiste» d'Obama (sic) et qui vise à soutenir la consommation et la tonte des brebis ouvrières par le grand capital pharmaceutique des services médicaux privés et de l'assurance capitaliste. Sous prétexte de fournir à chaque ouvrier une assurance pour ses soins de santé tout ce que l'industrie de la santé a trouvé, c'est de taxer directement tous les ouvriers afin de remplir les goussets des monopoles de la santé et de l'assurance privée. Les petits bourgeois et les plumitifs éditorialistes compassés comprendront pourquoi les ouvriers étatsuniens qui étaient assurés par leur employeur se rebiffent contre le fait que l'État décharge les grandes corporations monopolistes de ce fardeau pour le mettre sur le dos des salariés alors que les employés qui n'étaient pas assurés n'ont toujours pas les moyens d'assurer à des tarifs prohibitifs. Les seuls qui gagnent dans cette arnaque de Barack ce sont les capitalistes de l'assurance privée alors que les salariés voient leur salaire davantage réduit et leur capacité de consommer aussi. Voilà pourquoi nous disons que la crise systémique du capitalisme est une crise de surproduction au milieu des privations.

Comme chacun aura pu le constater, le système économique capitaliste fonctionne selon des lois inexpugnables – incontournables – inexorables que nul ne peut transgresser ou ignorer surtout pas le Président de la première puissance impérialiste moderne.

L'affaissement des coûts du transport intercontinentaux (par paquebots, conteneurs et vraquiers) explique également la facilité avec laquelle les usines peuvent être déplacées d'un pays à un autre, d'un continent à un autre. Un scandale alimentaire à propos de viande avariée en Europe l'an dernier a démontré que pour produire un simple plat préparé pas moins de six entreprises et usines situées dans six pays étaient impliquées dans la fabrication-commercialisation de ce poison alimentaire.

Enfin, les législations douanières, tarifaires, du droit du travail, et du droit fiscal que se sont façonnées, ou qui ont été forgées par les fonctionnaires de Bruxelles, de Washington, d'Ottawa et de Canberra, au bénéfice de leurs patrons les multinationales présentes dans l'espace de Schengen, dans l'aire de l'ALENA et dans la sphère de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) assurent que la force de travail salarié, au meilleur prix, sera exploitée par les multinationales apatrides et qu'ensuite leurs profits pourront migrer sereinement vers les paradis fiscaux afin de se soustraire à l'impôt et aux charges sociales toujours considérées trop dispendieuses par ceux qui ont vocation de recueillir le maximum de profit à redistribuer aux actionnaires avides de réinvestir ce capital pour un nouveau cycle de reproduction élargie, et ainsi va la vie économique sous l'impérialisme moderne^{xxvi}.

Toutes ces explications n'évident pas complètement les avantages recherchés par ce redéploiement industriel intra impérialiste. À quoi sert-il de fermer à Aulnay-sous-Bois, à Gent, à Ste-Thérèse pour investir à Flint au Michigan ?

Réduction des coûts de la force de travail

Depuis quelques années, la première puissance impérialiste mondiale maintient intentionnellement sa devise, le dollar, sous la valeur de l'euro, ce qui lui fournit un avantage commercial évident. Le Canada a amorcé une telle opération de dévaluation spéculative de sa monnaie depuis plusieurs mois (1\$ CAD = 0,90\$ US = 0,65 €). Les biens et services produits aux États-Unis sont ainsi moins chers à acheter pour un Européen, un Australien ou un Japonais. Encore faut-il que les coûts de production de ces biens et services soient sous contrôle et maintenus au

plus bas prix, sinon l'avantage commercial serait annulé par l'écart salarial qui historiquement était à l'avantage des travailleurs américains relativement bien payés, dans la grande industrie monopolistique du moins. Ce temps est révolu grâce au « communiste » Barack Obama (sic), le Président des petits bourgeois « progressistes ».

L'inflation engendrée par l'impression et l'injection constante de dollars étatsuniens dans le circuit financier a réduit le pouvoir d'achat des ouvriers, c'est-à-dire que la valeur de la marchandise « force de travail » sur le marché étatsunien est en baisse du fait même de la profusion du numéraire (dollar) et de la dévaluation de la monnaie américaine. L'inflation et la dévaluation d'une devise (étatsunienne, européenne ou canadienne) ont toujours un coût pour les salariés et constituent toujours une façon de transférer le poids de la crise économique sur le dos de la classe ouvrière ce qu'aucun économiste complice ne dévoile aux salariés.

Les ouvriers ont généralement pour habitude de riposter à cette dépréciation de la valeur de la marchandise « force de travail » en luttant pour des hausses de salaire ou l'amélioration des avantages sociaux (assurance collective, régime de retraite), c'est pourquoi les capitalistes américains, avec le soutien de leur appareil d'État bourgeois, ont lancé il y a bien des années des attaques répétées contre les conditions de travail, contre les salaires, contre les régimes de retraite, et contre les conditions de reproduction de la force de travail des salariés américains. Le bénéfice des capitalistes monopolistes étatsuniens est multiple; à la dévaluation du dollar US, qui permet de rendre moins chers les marchandises américaines exportées, s'ajoute la réduction du coût de la main-d'œuvre et un profit accru au moment de la mise en marché des produits importés sur le marché étatsunien, mise en marché assuré par les Wall Mart et les Target des États-Unis.

Aujourd'hui, non seulement la productivité de l'ouvrier américain (cadence de travail, nombre d'heures travaillé, mécanisation du travail, périodes de repos écourtées, etc.), ainsi que son bas coût de revient (salaires et avantages sociaux en déclin) fournissent un avantage concurrentiel inégalé aux entrepreneurs monopolistes étatsuniens vis-à-vis leurs concurrents européens et canadiens.

Ayant passablement détruit la résistance ouvrière américaine, avec la complicité des hommes d'affaires syndicaux, ayant ramené le prolétariat et une large partie des employés étatsuniens à des conditions de survie où, individuellement, chaque travailleur se sent menacé par le chômage endémique, la concurrence des ouvriers étrangers, et le surendettement étouffant; chacun

totallement isolé dans sa résistance en raison de la trahison de l'oligarchie syndicale; chaque travailleur esseulé lutte pour sa survie personnelle (sans conscience de classe) et chacun se vend au plus offrant sur le « marché des ouvriers » à des conditions ne permettant même pas sa reproduction élargie (l'ouvrier et sa famille) ! Pendant ce temps, le petit-bourgeois écologiste fantaisiste prêchi-prêcha à propos de la surconsommation de la population et la nécessité de la pauvreté volontaire, tous rassemblés dans leurs universités aseptisées par les employés de soutien sous-payés.

Les États-Unis – l'Europe occidentale – le Canada – l'Australie et le Japon en sont là si vous ne le saviez pas ! Oubliez la petite-bourgeoise et la frange des employés bien payés du tertiaire hypertrophié... qui seront les prochains à passer sous les fourches caudines du processus de paupérisation accéléré. Alors seulement, vous les entendrez s'apitoyer de l'exploitation éhontée et suppliez qu'on leur accorde le sursis du conscrit.

Voilà l'industrie américaine enfin prête pour un second « décollage » – une reprise et une reconquête de ses marchés historiques si ce n'était d'une série de problèmes aggravants qu'il lui faudra surmonter auparavant. Attardons-nous à ces problèmes quelques instants puisque l'Europe, le Canada, l'Australie et le Japon y seront confrontés dans quelque temps.

La concurrence internationale entre brigands

1. La dévaluation de la monnaie (du dollar) rend d'autant moins alléchants les rendements sur les investissements de capitaux aux États-Unis. Les compagnies impérialistes américaines réduisent donc le rapatriement de leurs profits en mère patrie (le patriotisme à gogo c'est bon pour les péquenots et les bobos). Les marchés boursiers étatsuniens manquent donc de liquidités et spéculent à même de l'argent de pacotille – du numéraire inflationniste inexistant – du crédit, servant à monter des arnaques spéculatives, des pyramides de Ponzi, qui un jour ou l'autre éclatent et s'effondrent. Dernièrement, la Caisse de dépôt et placement du Québec annonçait des rendements records en partie grâce aux merveilleuses performances des entreprises spéculatives américaines qui l'an prochain très certainement vont implosées et entraînés la Caisse dans une autre de ces années de pertes records comme en 2008^{xxvii}.

2. La Chine impérialiste maintient sa capacité concurrentielle : en haussant constamment le niveau de productivité de sa main-d'œuvre salariée (budget

croissant en recherche-développement); en contrôlant sévèrement la lente et rigoureuse augmentation des salaires de ses travailleurs afin de se constituer un marché intérieur. En outre, la Chine a commencé à délocaliser certaines de ses usines à faible valeur ajoutée, c'est-à-dire ayant un facteur main-d'œuvre – capital variable – élevé (industrie du textile, du vêtement, de la chaussure, de l'alimentation, etc.) vers l'Asie du Sud-Est pauvre et vers l'Afrique misérable (Éthiopie)^{xxviii}. La Chine maintient ainsi sa capacité concurrentielle face aux Américains, aux Européens, aux Canadiens et aux Australiens. Un économiste bourgeois résume en ces termes le dilemme de l'économie chinoise contemporaine : le débalancement fondamental de l'économie chinoise est la faible part de la consommation dans le PIB (40% de son PIB alors que la proportion est de 70% aux États-Unis, au Canada et en Europe). Ce déséquilibre résulte de politiques visant à maintenir les taux d'intérêt artificiellement bas, surtout sur les dépôts, ce qui résulte en une subvention aux grandes entreprises emprunteuses et cela aux dépens des ménages.

Devant des revenus d'épargne moins élevés, les ménages doivent épargner davantage, ce qui finance les emprunts des entreprises qui investissent allègrement, produisent abondamment et exportent énormément. Finalement, les ménages font face à des prix d'importations élevés en raison de la devise chinoise sous-évaluée, ce qui agit comme une subvention aux entreprises exportatrices. Le résultat net est que l'investissement est surdimensionné dans le PIB, tout comme le surplus de la balance commerciale, et ce aux dépens de la consommation des ménages^{xxix}. Et, dirons-nous, qu'est-ce qui empêche les impérialistes occidentaux d'en faire autant ?

3. D'autre part, l'Union européenne a bien tenté de lâcher du lest en laissant tomber la valeur de l'euro, mais les Américains ont accéléré la dévaluation de leur monnaie (idem pour le dollar canadien). L'euro fort relativement au dollar entrave l'expansion des exportations et souffle la dette souveraine de chaque État de la zone euro qui continue d'emprunter allègrement^{xxx}. Les capitalistes monopolistes européens – quelle que soit leur nationalité – ont déjà songé à cette éventualité. Le maelstrom médiatique, de concert avec les politiciens véreux et les bureaucrates syndicaux affairistes, est en campagne depuis longtemps pour démontrer, à partir des exemples grec, espagnol, portugais, italien et britannique, que les ouvriers qui ne se soumettront pas et n'accepteront pas de se serrer la ceinture et de revenir aux conditions de salaire et de reproduction d'antan seront rejetés par le système économique omnipuissant et mis au rancart – chômage et assistance sociale, soupe populaire, friperies et SDF sera leur lot – comme aux États-Unis où une partie de la classe ouvrière vit dans les parcs et dort sous la tente

malgré que des millions de travailleurs aient un emploi. En faillite, 30 % des jeunes couples sont retournés vivre chez leurs parents^{xxx1}.

Les travailleurs américains s'y sont résignés, pourquoi les ouvriers européens ne s'y résoudraient pas ? Alors, de grâce, scandent les capitalistes français et leurs sous-fifres socialistes, « oubliez les 35 heures », la France n'est plus au temps où les colonies dopaient le PIB métropolitain... Aujourd'hui, « enfants de la patrie, la plus-value doit être produite ici et extorquée patriotiquement avec la complicité de nos amis syndicalistes défaitistes ». Voilà la triste réalité déjantée que ces analystes pleurnichards présentent sur les ondes de la télé^{xxxii}.

La dette souveraine incontrôlée

L'appréciation de l'euro a pour conséquence d'augmenter le montant de la dette souveraine de chaque pays européen déjà lourdement plombée. Plus un pays est dépendant pour sa capitalisation intérieure d'emprunts effectués en euro plus sa dette augmente même si cet état n'emprunte plus un euro nouveau. Les dettes des divers pays européens sont de la sorte communautarisée - « socialisées – européennes » ce qui est loin de plaire à l'impérialisme allemand.

Les États-Unis ont déjà « régulé » ce type de problème. La FED achète les obligations d'épargne du gouvernement yankee et dévalue d'autant la valeur internationale du dollar US. Elle gagne ainsi sur les deux tableaux, mais au prix d'un effondrement catastrophique appréhendé. Il semble que la Banque centrale européenne ait décidé de recourir au même stratagème suicidaire en créant un fonds de compensation pour renflouer les canards boiteux européens. En effet, ce système de financement de la dette par du crédit inflationniste est suicidaire puisque cette opération de renflouement des opérations financières des pays de la zone euro par l'émission d'argent inflationniste ne fait que reporter le problème de surproduction et de sous-consommation – de chômage aggravé – et d'endettement privé et public catastrophique – vers d'hypothétiques échéances qui ne sauraient tarder ni être évitées.

Demain, économistes pédants et politiciens effrontés viendront expliquer qu'il faut davantage de sacrifices de la part des citoyens (ATTAC demandera certainement l'audit-citoyen pour constater l'ampleur du désastre annoncé); exiger moins de salaires et plus de productivité (les économistes patentés valideront sûrement cette nécessité); réclamer moins de services publics afin de réduire les déficits gargantuesques conséquence de l'endettement croissant (la gauche

proposera de se retrousser les manches pour le salut de la patrie); cautionner davantage de guerres spoliatrices et destructrices (comme en Ukraine après la Syrie, la Libye, le Mali, l'Irak l'Afghanistan, le Soudan, Le Congo, la Côte d'Ivoire et la Serbie); et, finalement, réclamer plus de subventions et de dégrèvements fiscaux en faveur des entreprises en crise et des banques en déroute de manière à leur permettre de maintenir leur taux de profit^{xxxiii}.

Nul secret que l'imparable réalité de leur incapacité

Oubliez le soi-disant « secret » à propos de la compétitivité allemande dont on berce le sommeil des ouvriers européens canadiens et australiens depuis des années. Leur secret est simple : les ouvriers allemands ont maintenu la compétitivité des trusts allemands au prix de leur santé, de leur équilibre mental, de leur vie familiale et de leur esclavage salarié. Ce sont les mêmes sacrifices qui sont aujourd'hui imposés aux ouvriers américains pour ramener les usines dans leur pays d'origine, mais au prix de leur vie.

Ne nous méprenons pas, l'objectif du développement du système capitaliste n'est pas de produire de la richesse et d'assurer l'épanouissement des gens, pas même d'accumuler des profits astronomiques. De moins en moins de gens accumulent de plus en plus d'argent et de richesse et pourtant l'impérialisme est en crise parce qu'il atteint de moins en moins sa finalité de valorisation du capital – de reproduction élargie du profit. L'objectif ultime du système capitaliste à son stade impérialiste de développement est, à travers cette prise de profits, d'assurer sa reproduction élargie.

C'est la loi inaltérable du système qui le pousse à bousculer ses concurrents monopolistiques intercontinentaux afin de s'assurer de survivre et de prospérer : marche, accumule des profits, réinvestis ce capital constant (Cc) et ce capital variable (Cv) et assure un nouveau cycle de reproduction élargie; dans le cas contraire, pèris et dépose ton bilan. Voilà la recette des entreprises monopolistes en expansion. La crise consiste en ce qu'elles ne parviennent plus à assurer ce cycle économique, ce pour quoi ce système existe et subsiste^{xxxiv}.

Les marionnettes politiques, socialistes, libérales, démocrates, républicaines, conservatrices, UMP et lepénistes ne sont là que pour réguler cette transaction financière entre d'une part l'investisseur – le preneur de risque avec le capital public, avec les épargnes et les fonds de pension – et d'autre part les masses ouvrières besogneuses privées de tout pouvoir et vendant leur force de travail au plus offrant contre un salaire de moins en moins raisonnable et des impôts de plus

en plus exorbitants. C'est à prendre ou à laisser, nulle échappatoire à l'intérieur de ce système désorganisé même pas l'illusion de rétablir les frontières nationales de façon à recréer un milieu d'exploitation capitaliste nationale patriotique, à l'abri de la concurrence internationale. Si les usines reviennent aux États-Unis ou dans tout autre pays impérialiste dominant c'est que le taux de profit y a été rétabli à l'avantage du capital international. La situation ne peut être que temporaire puisque la composition organique du capital recommencera à se détériorer et que le développement inégal et interrelié entre ces divers pays modifie sans cesse les conditions d'exploitation de la classe ouvrière.

Deux voies s'offrent aux ouvriers : suivre l'exemple des salariés étatsuniens et vendre leur force de travail en dessous du prix de revient (sous le seuil de reproduction élargie de leur vie) ou résister de toutes leurs forces, refuser les Traités de libre-échange et renverser cet État policier et ce système économique moribond avant leur perte^{xxxv}.

LA SPIRALE INFERNALE DE LA CAPITALISATION ***

La crise systémique expliquée aux ouvriers

La crise systémique du mode d'économie politique commence habituellement par la surproduction de marchandises – une surproduction relative s'entend – la surproduction des produits en fonction d'un marché solvable. Pendant ce temps, des centaines de millions d'humains n'ont pas accès au minimum vital pour survivre et se reproduire. Mais comme ces pauvres n'ont pas de quoi payer, ils ne constituent pas un marché. Le marché solvable (crédit y compris) se rétrécit, même en Occident, suite aux ponctions effectuées par l'État (taxes, impôts, droits et tarifs), ajouté à la diminution relative des dépenses de l'État, celles destinées à la population et à la reproduction de la force de travail. L'appareil de commercialisation trouve de moins en moins de marchés pour les marchandises à écouler qui s'entassent dans les entrepôts. C'est la surproduction de produits au milieu de la pénurie des appauvris dans un monde écrasé sous les bombes, les guerres localisées et la concurrence pour le contrôle des marchés.

Pourquoi cette résurgence soudaine de la surproduction? Qui ou quoi amorce chaque nouvelle crise de surproduction? C'est que **l'économie capitaliste n'est aucunement planifiée**. La main invisible du marché est une main anarchique, sensible au profit maximum, quel que soit le prix à payer. La production augmente dans les secteurs occasionnellement profitables pour des raisons cycliques. Ainsi, les profits sont plus élevés dans certains secteurs de l'économie – là où la productivité est momentanément augmentée, le plus souvent pour le motif d'une éphémère innovation technologique, grâce à un nouveau procédé de fabrication, conséquence des cadences de travail accélérées, par le prolongement de la journée de travail. Mais toutes ces tactiques pour maintenir les taux de profits élevés sont rapidement imitées par les concurrents si bien que l'accumulation de **plus-value relative** ne dure pas et bientôt tous les concurrents se retrouvent sur le même pied à se disputer les mêmes marchés saturés.

À l'étape suivante, les usines de production de biens de consommation courants réduisent leur production et licencient tout comme les distributeurs, les entreprises de transport, les grossistes et les détaillants. Ceux-là réduisant leur

consommation entraînent les monopoles de fourniture d'énergie et de matière première dans leurs déconvenues. Eux aussi congédient et réduisent leur production. Ça fait bien des clients qui se retrouvent soudain à la rue avec des revenus restreints ce qui les amène à réduire leur train de vie et à accentuer la chute de la consommation et à aggraver la surproduction.

La financiarisation de l'économie impérialiste

Peut-on entraver l'effondrement des marchés en les maintenant artificiellement élevés par l'étalement des emprunts (à intérêt composé) ? Oui, pour un temps seulement. Les banques le démontrent chaque jour avec leur crédit à la consommation débridé. Mais tout cela n'a qu'un temps, jusqu'au jour où le père Fouettard passe par là percevoir sa livre de sang, fini le paradis du « tout à crédit ».

Désespérées les banques centrales des pays impérialistes s'y sont jetées, et elles se sont mises à attribuer de la monnaie inflationniste augmentant démesurément la masse de monnaie en circulation. Nous traitons ici des grandes monnaies (Dollar, Euro, Yen, Yuan) qui régulent les monnaies des pays dépendants, ces petits pays capitalistes vivant sous l'impérialisme. Ainsi, le franc CFA d'Afrique francophone (15 pays africains dépendants) est attaché à l'euro et subit tous les contretemps qu'encaisse l'euro et il en est de même des autres monnaies nationales dont les pays font commerce avec l'une ou l'autre des grandes puissances mondiales.

Les banques privées d'affaires et d'épargnes, à partir de ces émissions de monnaies centrales, produisent elles aussi de la monnaie (c'est l'effet levier). **Les banques privées monnayent leurs créances et créent ainsi d'autres argents, car toute opération de crédit est une opération de création de monnaie.** Les marchés sont bientôt inondés de liquidité ce qui entraîne la chute des taux d'intérêt sur l'argent et réduit les rendements des placements (à taux fixe-déterminé ce sont les obligations – à taux anticipé, ce sont les actions).

Tout se tient dans cette économie anarchique vampirisée par le fric. Cet afflux continu de monnaie, concentrée entre de moins en moins de mains monopolistes financières, garantit la spéculation boursière – le spéculateur n'ayant souvent même pas à déboursier son paiement avant de revendre ses actifs pour encaisser son profit et le réinvestir dans une aventure spéculative encore plus utopique et

lucrative et ainsi empocher davantage de profits à haut rendement – évanescent – car adossé à du vent.

Ces investissements à haut rendement accroissent davantage la masse monétaire en circulation ce qui réduit d'autant les profits sur les placements boursiers et gonfle la bulle sur le point d'éclater. La bourse s'affole et s'envole alors la production s'étiole, l'emploi diminue, la consommation stagne d'où les investissements productifs (machineries et moyens de production, matières premières et énergie) régressent, car les profits anticipés sont trop risqués à la fois parce que la consommation diminue, que les marchés se contractent et que les investissements en moyens de production et en forces productives s'effondrent. Il devient alors plus intéressant en terme de rendement sur l'argent de spéculer sur les marchés, sur du vent, plutôt que sur les céréales, le coton, les matières premières et l'énergie. Ce sont les cocktails d'actifs toxiques et les montages financiers « **titrés** » sulfureux voués aux gémonies qui se répandent sur le marché boursier, question de surfer sur l'envolée des indices factices. C'est ce que les économistes à la solde appellent la **financiarisation** de l'économie sans pouvoir ni l'expliquer ni surtout la contrée car c'est une loi incontournable de l'économie politique capitaliste.

La tertiarisation de l'économie impérialiste moderne

Le secteur tertiaire (finance, assurance, banque, bureautique, administration, service, tourisme, hôtellerie, restauration, éducation, recherche et développement) accapare jusqu'à 70 % des emplois dans les économies des pays impérialistes dominants. La **tertiarisation** de l'économie et de l'emploi est la résultante de la **financiarisation** et une conséquence de la **monétarisation** des échanges, et *in fine*, du développement inégal et interrelié sous l'économie politique impérialiste moderne. Chaque pays a son rôle à jouer dans la division internationale du travail et les pays impérialistes dominants se sont vu attribuer le rôle de consommateurs des marchandises pour la réalisation du profit.

Reprenons à l'envers la chaîne des relations. La financiarisation de l'économie – la monétarisation des échanges – a eu pour conséquence de renforcer le fétichisme de l'argent, d'accroître de façon incommensurable la quantité de monnaie en circulation au point qu'au stade impérialiste du capitalisme l'argent produit de l'argent sans passer par le cycle de la production des marchandises, en d'autres termes sans passer par le circuit de valorisation du capital ce qui est un non-sens qui à la longue ne peut durer.

Nous le réitérons, dans ce circuit parallèle l'argent produit de l'argent en tant que marchandise – mais une marchandise qui perd petit à petit sa valeur symbolique « représentative » d'une valeur marchande réelle (marchandises concrètes). Trop d'argent se retrouve soudainement à poursuivre dans le sens de représenter trop peu de marchandises ce qui dévaluent cette marchandise particulière qu'est la monnaie argent-crédit.

Pourtant, étrangement, on observe qu'il y a trop peu de marchandises en circulation pour l'argent disponible. Cependant, il y a crise de surproduction relative de marchandises. C'est que ceux qui accumulent d'immenses fortunes ont depuis longtemps satisfait leur besoin et ne consomment pas davantage, alors que les salariés et les désœuvrés manquent de l'essentiel tout comme les pauvres du tiers-monde. L'ultime aboutissement sera le jour où, comme en Allemagne dans les années trente, il fallait une brouette de marks dévalués pour acheter un kilo de beurre inexistant (car entretemps la surproduction s'était transformée en pénurie). La concentration du numéraire entre de moins en moins de mains multimilliardaires ne constitue pas le détournement d'un capitalisme déficient, c'est une loi impérative du mode de production capitaliste à son stade impérialiste moderne. Nul ne peut transgresser cette loi sans détruire l'économie politique impérialiste, ce que la classe capitaliste monopoliste ne nous laissera jamais faire et nous forcera à la renverser.

Contrairement à ce que prétend la pseudo gauche réformiste, cet aboutissement n'est pas voulu ni souhaité par les banquiers. Ce résultat inespéré est la conséquence des lois de fonctionnement obligées de l'économie capitaliste tétanisée – la loi de la propriété privée des moyens de production – la loi de la recherche du profit maximum – la loi de la dégradation de la composition organique du capital – la loi de la baisse du taux social moyen de profit – et la loi de l'enrayement du processus de valorisation du capital et de sa reproduction élargie. Nul économiste, ni chef politique, ni capitaliste, ni pseudo-socialiste ne peut **empêcher ces lois d'orienter l'économie capitaliste impérialiste vers la crise dont les capitalistes chercheront un jour à s'extirper en engageant la destruction de forces productives et de moyens de production par une crise systémique qu'ils ne maîtriseront même pas, ou pire, par une guerre génocidaire volontaire.**

La crise inéluctable en deux équations

Alors que l'équation de base résumant le mode de fonctionnement du capitalisme classique concurrentiel (XIX^e et début du XX^e siècle) était :

$$A - \gg C - \gg M - \gg A + (p,i,r) \gg C'$$

Une somme d'Argent transformée en Capital productif (machineries, ressources naturelles, énergie et force de travail salarié), génère une Marchandise qui lorsqu'elle sera commercialisée – vendue – permettra de réaliser une somme d'Argent enrichie de **plus-value** transformée en profit (**profit, intérêt, rente**) à distribuer aux différents propriétaires privés du capital pour initier un nouveau cycle de valorisation du Capital privé (C'). Le salarié ayant pour sa part son salaire hebdomadaire à dépenser pour acheter ces marchandises commercialisées.

L'équation de base en système d'économie monopoliste impérialiste moderne est désormais :

$$A - \gg a - \gg A + (i) \gg A'$$

Une somme d'Argent n'a plus à être transformée en Capital productif comme précédemment, mais simplement en crédit à la consommation (**a**) qui rapportera une somme d'Argent enrichie d'Intérêts (**i**) non adossés à de véritables marchandises commercialisables dont la production serait source de **plus-value** (de la richesse expropriée à la force de travail salarié).

Ainsi, il y a quelques semaines la Caisse de dépôt et placement du Québec a-t-elle annoncée des résultats mirifiques, un rendement de 13 % sur ses placements (les économies de 3,6 millions d'ouvriers et de salariés québécois), rendement largement redevable aux placements boursiers spéculatifs sur la bourse de Wall Street par des entreprises américaines surévaluées – gonflées aux « stéroïdes » spéculatives s'appuyant sur les bénéfices anticipés ou sur l'hypothèse farfelue que toutes ces entreprises bidon seront rachetées par leurs concurrents à gros prix avec de l'argent de Monopoly. Il est aisé d'imaginer que ce château de cartes en Espagne va s'effondrer en pire qu'en 2008, puisque cette fois la *pyramide de Ponzi* du montage financier est dix fois plus grosse que l'arnaque précédente^{xxxvi}.

Si un tel stratagème était payant à long terme on se demande pourquoi les capitalistes poursuivraient la production de marchandises à commercialiser. **Il est**

infiniment plus aisé de spéculer à la bourse – d’acheter et de vendre des actions et des obligations bidon (sans même allonger de capital puisque toute cette spéculation se fait à crédit avec de l’argent inexistant, c’est-à-dire de l’argent non adossé à des biens immobiliers ou à des marchandises) et d’empocher un bénéfice spéculatif fictif – que de faire produire des marchandises sonnantes et trébuchantes, marchandises lourdes à transporter, encombrantes à stocker et à distribuer, compliquées à commercialiser, complexes à créditer, difficiles à collecter en deniers dévalués. Tout cela est très compliqué et très risqué, vous en conviendrez, comparé à un simple placement boursier que vous encaissez quand il est bien gorgé de bénéfices alambiqués puis placé votre avoir fraîchement encaissé sur un autre « produit » boursier.

Alors pourquoi tout le **Capital** existant – à la poursuite d’un **profit** abondant et facile – ne s’engouffre-t-il pas spéculativement à la bourse pour se valoriser et empocher des profits faciles ? Mais c’est justement ce que fait l’**Argent** (même si l’opération est suicidaire), et ce faisant cet **Argent** (sans valeur réelle) plombe le système et prépare les conditions pour le krach boursier suivant encore plus percutant, car il n’y a aucune valorisation – aucune production de valeur et de survaleur – de plus-value nouvelle – dans ce salmigondis traficoté. Puis ce système pourri s’emballe et aucun de ces cambistes et de ces experts économistes n’y peut rien – le capital facile recherche d’instinct le capital volatile et fragile.

La reprise de la spirale infernale

Quand les banques centrales (FED, BCE, banque du Japon, banque de Chine, Banque du Canada, Banque d’Australie) auront complètement submergé les marchés de monnaies fictives – dévaluées – alors il sera temps de dévaluer encore plus drastiquement ces « monnaies de singe » et éventuellement d’émettre de nouvelles monnaies pour recommencer la spirale infernale de l’accumulation sans reproduction élargie du capital. La Caisse de dépôt et placement annoncera alors une année catastrophe et 40 milliards de dollars de pertes et *Michael Sabia* s’éclipsera avec son parachute doré alors que les salariés se retrouveront sans le sou pour leur retraite.

D’ici là, une partie des capitalistes monopolistes se seront enfuis de ces pays avec une partie des moyens de production (machinerie, navire et délocalisation) et avec leur capital transformé en devise votive – sans valeur. Le capital monnaie n’ayant plus de valeur, les ouvriers eux n’auront pas su se mettre à l’abri de cette dévaluation, ils y perdront leurs économies, leurs régimes de pension, leur

immobilisation (pour ceux propriétaire d'une maison) et ils devront se réembaucher comme esclave salarié pour endurer une nouvelle spirale économique dévastatrice. Et le régime économique impérialiste moderne reprendra son cycle meurtrier jusqu'à ce que vous décidiez de le renverser pour le remplacer.

LA PRODUCTIVITÉ DES SALARIÉS ****

La productivité des entreprises

L'ex-premier ministre Jacques Parizeau, ex-réputé petit financier, s'indignait la semaine dernière de la stagnation de la productivité des PME québécoises : « *Les entreprises québécoises accusent un important retard en matière de productivité. Il en résulte un niveau de vie plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada.* »^{xxxvii}

M. Jacques Parizeau donne conseil à l'appareil d'État et aux capitalistes québécois de mener campagne pour hausser la « productivité de leurs entreprises », un triste euphémisme pour signifier que c'est de la productivité des travailleurs dont s'entretenait l'ex-premier ministre, car la productivité d'une entreprise est une fumisterie. L'ex-diplômé des HEC a lancé ce cri de ralliement en faveur d'une exploitation accrue des salariés québécois peinant sur leurs machines-outils, leur chaîne de montage, sur les chantiers, dans les ateliers pollués et dans les « sweats shops » insalubres.

En effet, pour comprendre le sens profond de ce cri d'alarme de l'ex-ministre des riches il faut savoir ce que signifie hausser la productivité des employés. Le « has been » péquiste a balbutié quelques mots à propos de la robotique, de l'informatique, de la mécanisation afin de brouiller les cartes et dissimuler cet assaut planifié contre les petits salariés. Sur les milliers d'entreprises québécoises, la médiane se situe à 500 000 \$ CAD de chiffre d'affaire annuelle. De quelle acquisition de machineries et de robots couteux parle-t-on dans ces conditions ?

La productivité des salariés

La productivité industrielle se mesure en nombre d'items (marchandises) produits dans une heure de travail salarié. Il y a hausse de productivité quand une couturière qui produisait en accéléré 20 chemises par heure parvient en s'échinant davantage à coudre 25 chemises dans une heure, équipée d'une machine à coudre sophistiquée. Si elle utilise une nouvelle machine à coudre, son patron soustraira

la valeur (amortissement) de ce nouvel appareil pour chaque chemise vendue afin de connaître la hausse de productivité financière et savoir si 5 chemises supplémentaires par heure suffisent à augmenter son profit. Si ce n'est pas le cas, le patron exigera une plus grande vitesse d'exécution afin de passer de 25 à 30 chemises cousues chaque heure travaillée afin d'amortir plus rapidement le prix de sa nouvelle machinerie et ainsi accroître son profit au prix de la maladie, d'un accident ou de l'usure précoce de la couturière. Il importe peu au capitaliste que cette couturière s'use plus vite ou soit malade plus souvent puisque des couturières voilées à exploiter il en court plein les rues de ce quartier et avec la *Charte des valeurs* chauvines des marguillers du PQ des centaines de nouvelles couturières voilées – sous-payées – aux mains de fées dressées congédiées seront bientôt occupées à se quémander un emploi. Notez que les féministes enragées (choquées de voir une femme voilée) ne sont pas outrées de voir ces femmes broyées brisées usées enchaînées à leur métier dans ces ateliers de la rue Laurier, pourvu qu'elles soient exploitées et vampirisées la tête dénudée et laïcisée.

Hausser la productivité ça signifie pour l'ouvrier engager par une PME « soustraitante, juste à temps, fordiste et tayloriste » d'accepter de travailler intensément quand le patron a besoin de lui, et d'être saqué lorsque l'employeur n'a plus besoin de lui. Le salarié doit être totalement disponible aux exigences du capital. Il doit subir une alternance perpétuelle de périodes de travail intense et de chômage, un déplacement de lieu de travail au gré des mouvements du capital (les ouvriers chinois sont transplantés avec leurs ateliers d'un pays à un autre). Il doit subir les effets de la nouvelle division mondiale du travail. Le travail ainsi divisé et intensifié ne procure aucun surcroît de revenus nets au salarié aliéné. Bien au contraire, sa pitance est diminuée et aléatoire. C'est là une partie de ce que désigne la notion de conditions de travail précarisé et flexibilisé pour une plus grande productivité^{xxxviii}.

Ce travail précarisé est celui que tend à généraliser le capitalisme monopolisé comme moyen d'augmenter la productivité. Il présente plusieurs avantages pour les entreprises à forte intensité de capital variable (main d'œuvre nombreuse). Le travail précaire c'est non seulement le travail intermittent, juste à temps, mais aussi pour l'ouvrier la multiplication des emplois à temps partiel, tout cela générant des salaires partiels ce qui affectera sa rente de retraite. Les « working poors » (travailleurs pauvres) voient leur nombre croître aux États-Unis (ils sont 97 millions), au Royaume-Uni, au Canada (ou 2 travailleurs sur 3 sont régis par des horaires de travail atypiques, à toute heure, intermittente, la fin de semaine) et en Australie, là où ce système a d'abord été implanté^{xxxix}.

Le travail par courte durée est adapté à la recherche du maximum d'intensité et de productivité; le rendement de l'ouvrier est toujours plus élevé dans les premières heures de la journée d'ouvrage: « *Comment le travail est-il rendu plus intense? Le premier effet du raccourcissement de la journée du travail procède de cette loi évidente que la capacité d'action de toute force animale est en raison inverse du temps pendant lequel elle agit. Dans certaines limites on gagne en efficacité ce qu'on perd en durée* »^{xi}.

La productivité absolue et relative

La crise économique sous laquelle fléchit l'économie a débuté en 2008. Elle marque la fin des effets « bénéfiques » du néo-libéralisme (qui n'a rien de libéral). Cette crise systémique démontre les limites rencontrées par l'accroissement de la **plus-value relative** (augmentation des profits par les hausses de productivité suite à la mécanisation de la production). La productivité par mécanisation-robotisation ayant atteint un sommet la bourgeoisie monopoliste mène une offensive en vue d'accroître la **plus-value absolue** soit en abaissant les salaires relatifs (inflation et spéculation retranchée) et même, dans plusieurs pays, en réduisant les salaires absolus (États-Unis, Grande-Bretagne, Irlande, Grèce, Espagne, Chypre, Égypte, pays de l'Est). C'est ce retard d'exploitation intensive de la force de travail et Canadienne que l'oligarque octogénaire soulignait à ses congénères.

L'effort de certaines entreprises capitalistes étatsuniennes a été tellement conséquent pour augmenter la productivité – plus-value absolue – que certaines d'entre elles rapatrient leurs usines vers États-Unis (voir notre deuxième chapitre).

L'extraction de la **plus-value relative** constitue un mode d'exploitation relativement indolore, car l'augmentation du profit y apparaît comme provenant du perfectionnement de la machinerie donc de ce qui semble être la « contribution » de l'investissement en argent dans la valorisation du capital^{xii}.

Par contre, l'extraction de la **plus-value absolue** dans laquelle maître Parizeau invite les capitalistes à s'engager est une forme beaucoup plus évidente d'exploitation. L'augmentation de l'extraction de la plus-value (appelé hausse de productivité par les employeurs et leurs affidés) y apparaît nettement comme provenant entièrement de la contribution du labeur salarié. Le temps de travail ouvrier est allongé, intensifié, flexibilisé, et, pire encore, de moins en moins rétribué.

Il faudra donc une violence accrue de **l'État policier** pour imposer la destruction des « acquis sociaux », si importants pour les petits-bourgeois paupérisés, en faisant croire qu'il faut prioriser la relance de l'emploi, ce qui justifie l'application des mesures d'**austérité** radicales contre le salariat. Ces transformations des rapports sociaux depuis longtemps amorcées sont et seront accentuées dans le cadre de la crise déclenchée en 2008 et qui s'approfondit.

Enfin, il serait temps que le vieux financier fatigué et ses amis les économistes progressistes empesés se rendent compte qu'il ne sert à rien de hausser la productivité pour augmenter la quantité de marchandise à liquider quand les marchés sont déjà saturés, les clients salariés endettés – paupérisés et incapable d'absorber plus de marchandises soldées.

Mais nous dire-ton, hausser la productivité ne vise pas à augmenter la production ou la richesse collective, mais à doper la profitabilité de l'entreprise et à sacquer des employés. Si cette hausse de productivité a tardé au Canada et au Québec cela est une conséquence de la syndicalisation des employés et à la combativité de certains secteurs salariés, à la résistance des étudiants également, mais cette levée de bouclier de l'exPDG est annonciateur d'affrontements éminents.

LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE *****

Critique de la pensée réformiste néolibérale

Les expressions «néo-libéralisme», «mondialisation», « globalisation », « monétarisation », « financiarisation » et « austérité » sont présentées comme caractérisant un nouveau stade de développement du mode de production capitaliste, ce qui est totalement faux. L'économie politique de la « mondialisation », de la « globalisation » et de « l'austérité » a été étudiée et décrite depuis l'entre-deux-guerres (1916-1939). Par contre, il est justifié d'affirmer que l'économie politique impérialiste moderne est entrée dans une nouvelle phase de développement depuis les années 1968-1971 et la répudiation des accords de **Bretton Woods**, l'abolition de la convertibilité-or du dollar américain et des autres devises, et l'adoption du régime des changes monétaires flottants^{xliii}. Toutefois, cette nouvelle phase de l'impérialisme moderne ne constitue que l'exacerbation des contradictions déjà contenues dans le capitalisme classique.

D'après les critiques de la mondialisation néolibérale, le mode de production capitaliste commercial (mercantile), reposant sur le commerce et la colonisation aurait évolué vers le capitalisme industriel néocolonial, marqué par le protectionnisme et les barrières tarifaires afin de protéger les marchés nationaux de la concurrence étrangère.

Ce mode de production – ce système – aurait ensuite évolué vers le « néolibéralisme, mondialisé, globalisé, monétariste et financiarisé » que nous connaissons aujourd'hui. Les caractéristiques de ce pas tout à fait « nouveau » système économique impérialiste néolibéral seraient que l'ensemble de l'économie est aujourd'hui accaparé par le secteur privé et une poignée de banquiers (les puissances d'argent – ce talisman) au détriment de l'équité et du bien public et communautaire populaire. L'**État**, hier encore juste et équitable – arbitre impartial entre les forces sociales contradictoires – aurait été usurpé et accaparé par une clique de riches – en collusion – se cooptant, complotant et pervertissant les fonctionnaires – stipendiant les politiciens par des caisses électorales occultes et des pots-de-vin et s'accaparant de tout le pouvoir dans chacun des États.

Les médias dans nos sociétés libres et démocratiques (sic) auraient manqué de vigilance et parfois même ils auraient malencontreusement fermé les yeux sur ces malversations. La mission de l'opposition électoraliste altermondialiste, socialdémocrate, nationaliste et écosocialiste de « gauche » serait aujourd'hui de réorienter l'appareil étatique et gouvernemental, cet arbitre impartial entre les forces sociales divergentes, dans la direction de son penchant naturel, qu'il ne devrait jamais délaissier, en faveur de l'équité et de la justice. Tout ceci n'est que fumisterie, vous l'aurez compris.

La fin ultime de cette opposition, de cette procession aux flambeaux civique et citoyenne larmoyante serait le maintien de ***l'État providence*** – symbole des années de félicités ou la petite bourgeoisie exultait – des années soixante jusqu'aux années quatre-vingt-dix^{xliii}. La petite bourgeoisie, courroie de transmission et « porteuse d'eau » du grand capital monopoliste, voudrait ainsi conserver ses privilèges (ses chaînes dorées) et ne pas subir les affres du néolibéralisme mondialisé globalisé, ce système prévaricateur qui détruit toutes les bases de l'harmonie sociale que le petit-bourgeois a eu tant de mal à crédibiliser aux yeux des ouvriers, des salariés, et des employés des états occidentalisés. Il faut savoir que le phénomène de ***l'État-providence*** a été strictement **circonscrit** à l'Occident politique et impérialiste^{xliiv}.

« À partir des années 1970, avec la montée en puissance des pensées de Milton Friedman et de Friedrich Hayek le mot néo-libéralisme prend un autre sens. À partir de Michel Foucault, le néo-libéralisme est alors présenté comme une technique de gouvernement, une politique économique et sociale étendant l'emprise des mécanismes du marché à l'ensemble de la vie. Friedman et Hayek sont désignés en France comme en étant en grande partie les inspirateurs bien qu'ils ne se soient jamais réclamés du néolibéralisme, mais seulement du keynésien. Le contexte économique marqué par la fin du système de Bretton Woods relance les discussions entre écoles économiques et leur intensité a contribué à populariser ce terme »^{xliv}.

Les idéaux et les principes du réformisme néolibéral

Les termes «néo-libéralisme, mondialisation, globalisation, monétarisation, financiarisation» désignent aujourd'hui un ensemble d'orientations idéologiques, économiques et politiques d'inspiration réformistes et opportunistes qui partagent plusieurs idées communes :

- Le courant de pensée néolibéral dénonce l'aspiration d'une portion des intellectuels bourgeois qui s'opposent à « l'austérité » et espèrent le maintien de « *l'État-providence* » en déliquescence. Ce courant de pensée dénonce l'accroissement des interventions gouvernementales dans l'économie sous forme de réglementations abusives. Il dénonce le maintien de charges fiscales excédentaires pour les entreprises privées « déficitaires » (sic). Ils dénoncent la prise de contrôle d'entreprises privées par l'État « socialiste », entreprises qui devraient, selon les intellectuels néolibéraux, être rétrocédées au secteur privé, dès que « retapées ». Ce à quoi s'opposent les petitsbourgeois altermondialistes et pseudo-socialistes détracteurs du néo-libéralisme, au motif que ces entreprises étatiques rentables profiteraient aux contribuables.

- Le courant de pensée néolibéral fait la promotion de l'économie de libre marché au nom de la liberté de l'agent économique producteur et de l'acteur économique consommateur et au nom de « l'efficacité » économique de la libre entreprise concurrentielle et monopolistique. Argument des plus ludiques quand on observe la crise économique structurelle et systémique qui n'en finit plus de démontrer l'inaptitude de la libre entreprise capitaliste à survivre sans guerres génocidaires, sans crises financières répétitives, sans famine endémique, sans pandémies meurtrières et sans cataclysmes (pour lesquelles les populations du tiers-monde ne sont jamais préparées ni protégées). La pseudo gauche libertaire, altermondialiste, écologiste et soidisant « anti-austérité » devrait être suffisamment avisée pour réaliser que le libre marché et la libre concurrence n'existent tout simplement pas sous l'impérialisme monopolistique.

- Le courant de pensée néolibéral prône la dérégulation et la dérèglementation des marchés qui devraient se réguler strictement par les forces et les lois naturelles du marché « libre » et le jeu de la libre concurrence monopolistique (sic). Les petitsbourgeois réformistes, altermondialistes et pseudo-socialistes rétorquent que trente années de dérèglementation-dérégulation ont entraîné l'intensification de la corruption, de la collusion, du pillage des administrations publiques; l'accentuation de la fraude fiscale et la multiplication des paradis fiscaux; l'extension de la spéculation boursière outrancière; la dérive monétaire et bancaire; la destruction des services publics; la multiplication des empoisonnements alimentaires, la profusion des accidents ferroviaires, aériens, routiers, maritimes et pétroliers; le déploiement des guerres régionales destructrices; ainsi que l'anarchie totale du développement économique impérialiste qui s'étale maintenant dans toute son ampleur et dans toute son horreur. Tout ceci est véridique, mais il est tout aussi vrai que ces tendances

économiques, sociologiques, politiques et militaires sont inscrites dans le code génétique de l'impérialisme moderne et ne pourront jamais être enrayerées en demeurant sous la coupe du mode de production impérialiste

- Les idéologues néolibéraux défendent l'austérité et aspirent à la disparition progressive et sélective du secteur public d'économie au bénéfice du secteur privé dans les domaines rentables et profitables. Évidemment, la classe ouvrière à travers le monde n'acquiesce nullement à ce salmigondis ubuesque, mais le militant vigilant perçoit rapidement que les pouvoirs (économique, politique, juridique et militaire) sont indifférents à ses atermoiements véhéments et que seule une opposition très musclée peut contrecarrer un tant soit peu les décisions arrêtées en haut lieu par les administrations publiques de la gouvernance étatique à la solde des riches.

- Les intellectuels néolibéraux exigent au nom de leurs commanditaires capitalistes que les secteurs d'activités économiques de production, de distribution et des services publics non profitables soient abandonnés s'ils ne sont pas essentiels à la reproduction élargie du capital; ou alors, dans un vaste programme d'austérité, qu'ils soient fortement réduits en terme de dépense gouvernementale et mise à la charge de l'utilisateur-payeur libérant ainsi du revenu gouvernemental supplémentaire pour augmenter les subventions aux entreprises privées parasites sous prétexte de « stimuler l'économie », de créer des emplois (très lourdement subventionnés, précaires et éphémères) et pour rembourser la dette souveraine ayant totalement échappé au contrôle gouvernemental des majordomes du capital.

- D'un commun accord, néolibéraux enthousiastes et critiques du néolibéralisme dépressif s'entendent pour que les budgets étatiques soient impérativement mis au service du grand capital pour sa reproduction élargie et le défi des administrations publiques capitalistes consiste à faire accepter aux salariés, y compris aux petits-bourgeois paupérisés et endettés, ces politiques d'austérité, de fait, ce détournement des argents des régimes de pension, des dépôts bancaires des épargnants, des emprunts publics, qui dorénavant ne passeront plus par un processus d'essaimage généralisé (aide sociale, allocation familiale, garderie subventionnée, transport en commun, logement subventionné, soins de santé, éducation et services publics vilipendés), mais s'engouffrera directement – sans intermédiaires – dans les goussets des monopoles et des milliardaires. Le chantage des entreprises forestières et des alumineries monopolistes, exigeant une nouvelle baisse des tarifs d'électricité déjà sous-

facturés, est une manifestation authentique de cette dictature impérialiste sur la gouvernance publique^{xlvi}.

- Les critiques bourgeois du « néo-libéralisme » geignent que ce faisceau de mesures **d'austérité** et de désengagement des gouvernements “néolibéraux” accroît les inégalités sociales; déstabilise le tissu collectif citoyen; compromet la paix civique; pille les ressources naturelles de la nation et déséquilibre l'État bourgeois dans ses pratiques juridiques en l'engageant « trop fortement » (disent-ils) du côté des possédants, lui retirant son verni terni « d'arbitre impartial » au-dessus des classes sociales.

Le « *laisser faire* » dirigiste néolibéral

Loin de « *laisser faire* », l'État bourgeois (providentiel et non providentiel) intervient constamment et de plus en plus « austèrement » et vigoureusement pour organiser et soutenir la reproduction élargie du capital, c'est-à-dire d'abord, pour assurer la valorisation (les profits) du capital qui est la condition de base de la reproduction du système d'économie politique impérialiste moderne. L'État bourgeois ne sait faire que cela. La soi-disant mondialisation néolibérale globalisée caractérisée par l'austérité et la non-intervention de l'État n'est que mensonge et duperie qu'accréditent les organisations altermondialistes, écosocialistes et gauchistes par leurs dénonciations du pseudo désengagement de l'État. Il n'y a jamais eu de désengagement de l'État capitaliste. Il y a simplement mesures d'austérité et réorientation des priorités de l'État en faveur des capitalistes sans passer par la petite bourgeoisie, les pauvres, les assistés sociaux, les chômeurs et les étudiants.

Chaque jour l'État bourgeois « d'austérité » se désengage des services publics et réduit ses dépenses destinées à la reproduction de la force de travail et au soutien social, cependant que chaque jour ***l'État-providence pour les riches*** transferts les deniers publics ainsi épargnés en direction des programmes de soutien destinés aux capitalistes (au Québec on dénombre 2 300 programmes de subventions aux entreprises) afin d'assurer la reproduction élargie du capital dont l'État est le commandeur universel, et ceci quelle que soit la faction de la bourgeoisie qui contrôle le pouvoir politique, la pseudo gauche ou l'authentique droite. Ultimement, tous leurs efforts sont vains, car l'effondrement économique s'en vient^{xlvii}.

L'économie en guerre contre l'économie de guerre

Peut-on imaginer un instant qu'il existe des alambics telles que l'économie « réelle » et l'économie « virtuelle » ?^{xlviii} De fait, les économistes bourgeois sont incapables de comprendre, de prévoir et de corriger les calamités de l'économie capitaliste. Il en va de même de leurs apôtres réformistes – opportunistes et gauchistes qui se gardent bien de dire qu'il s'agit simplement de deux formes classiques d'existence du capital (le capital productif ou capital vivant ou encore capital variable (Cv) et le capital mort ou capital constant (Cc)). Pour Marx c'est le rapport entre ces deux formes de capital, ce qu'il appelait la composition organique du capital (Cc/Cv) qui génère économiquement les crises et politiquement les dictatures, forment politiques particulièrement virulentes de la dictature « démocratique » bourgeoise.

L'impossible résolution de cette contradiction qui entraîne la baisse tendancielle du taux moyen de profit – contradiction qui ne peut être résolue sous le règne du capital monopoliste – entraîne *in fine* la guerre (régionale ou mondiale) comme ultime moyen de détruire des moyens de production, du capital fixe constant (Cc) et quantité de stocks de marchandises invendues, tout en éliminant quantité de forces productives inutilisées (les ouvriers transformés en chair à canon dans les tranchées).

Les États-Unis, un exemple d'impasse économique

S'il n'y a plus assez de plus-value à partager, c'est parce que les capitalistes ne peuvent plus, à la fois, exploiter les salariés et les prolétaires occidentaux (leur extraire la plus-value issue du surtravail non payé), tout en leur abandonnant un salaire de misère; et en même temps, dans les pays émergents, exploiter les ouvriers, les artisans et les paysans, migrants vers les villes pour se prolétarianiser. La solution choisie pour le capital international est donc de faire disparaître les humains surnuméraires, et pour ce faire les guerres, les famines, les pandémies, les catastrophes naturelles et l'euthanasie seront mises à profit.

Le graphique 2 démontre que les salaires des travailleurs étatsuniens rapportés au PIB du pays sont au plus bas depuis 1940. Ceci signifie que la part du gâteau économique que les millions de travailleurs américains ramènent à la maison pour leur reproduction en tant que classe sociale n'a jamais été aussi petite. C'en est rendu au point qu'est apparue aux États-Unis depuis une décennie la catégorie des travailleurs pauvres. Ceux qui travaillent cinquante heures semaines

ne gagnent pas suffisamment pour assurer la reproduction de leur force de travail (ceux pour lesquels la plus grande entreprise au monde, Wall Mart, organise des collectes de nourriture plutôt que de payer ses salariés). Croyez-vous un instant que ces prolétaires anémiés et aliénés peuvent s'intéresser à la politique et à la chose publique ? C'est exactement l'effet escompté.

La deuxième information que fournit le graphique 2 est catastrophique pour le système économique impérialiste. Si dans le passé les États-Unis jouaient le rôle de marché de consommation de l'humanité, la baisse de la part des salaires dans le PIB national signifie que les États-Unis ne seront bientôt plus en mesure de jouer le rôle de consommateur-destructeur et gaspilleur de marchandises puisque les consommateurs américains ont de moins en moins de revenus pour consommer. Dès que le crédit à la consommation s'épuisera, le système s'effondrera comme en 2008 pour le marché de l'immobilier^{xlix}. Les créanciers des Étatsuniens ont bien raison d'être effrayés.

Les *États-Unis* ne sont donc plus un grand pays producteur de marchandises (exceptés pour l'armement, l'avionnerie, l'automobile, l'énergie et une partie de leurs aliments) et ils sont de moins en moins un pays consommateur solvable. Les États-Unis, premier partenaire économique du Canada, sont devenus une oligarchie de banquiers financiers et d'actionnaires millionnaires et milliardaires parasites (0,01% de la population) qui vivent de l'accumulation d'immenses bénéfices. Les *États-Unis* sont aussi devenus un assemblage de sections de petit-bourgeois désespérées, en voie de paupérisation accélérée, désarticulés et abandonnés par leurs mentors décapitalisés.

Nous spécifions « décapitalisés » dans le sens que les monceaux de capitaux qu'entassent les capitalistes financiers américains sont des papiers spéculatifs boursiers qui demain s'évaporeront en même temps que s'effondreront les indices de la bourse. Ces divers segments de petits-bourgeois échevelés sont de plus en plus coupés de la masse des salariés qui ne se reconnaissent plus dans leurs mythes et leurs salmigondis à propos de la « destinée manifeste », du « self-made-man », de la « démocratie électoraliste » et du paradis capitaliste pour tous. Coupé de cette mission de courroie de transmission et de coolie des grands patrons le vassal petit bourgeois démuné perd toute utilité pour son suzerain.

Les *États-Unis* c'est aussi une masse énorme de salariés (90% des clients sont des salariés), de plus en plus pauvres et de plus en plus démunis et aliénés. Pour l'instant, cette foule prolétarisée souffre, peine, désespère, s'adonne au crime à la petite semaine, et tourne sa colère contre elle-même, par le suicide, la mystique

religieuse, la drogue, l'alcool, la sexualité débridée, le vol à la tire et le meurtre aveugle ou en série, les bandes de rues, la désobéissance civile, l'anarchie sociale et le monde interlope. Cet amalgame difforme subit une terrible répression de la part d'un État policier de plus en plus sauvage et dérégulé. Les multiples corps policiers, totalement déconnectés de la société civile, s'acoquinent avec le crime organisé et s'adonnent à la prévarication des « ripoux ».

L'égoïsme et le narcissisme ont force de loi aux États. Chacun tente de tirer son épingle du jeu et c'est ainsi, au milieu de cette anarchie, que l'oligarchie se maintient au pouvoir entre deux mascarades électorales auxquelles ne participent plus que la petite bourgeoisie, l'aristocratie syndicale, une partie des rentiers, et les politiciens tous plus véreux les uns que les autres¹. Il en est bien ainsi. N'invitez surtout pas les ouvriers à voter. Maintenant qu'ils ont perdu toute illusion sur l'État des riches capitalistes, il ne nous reste plus qu'à les mobiliser pour le renverser.

La situation économique, sociologique, politique et juridique est à peu près identique au Canada avec un léger décalage dans le temps et dans l'approfondissement dû à quelques particularismes nationaux et à l'effet d'échelle. Le sous-continent étatsunien compte 310 millions d'habitants et le Canada en compte 36 millions.

L'économie impérialiste sera relancée, non pas parce qu'elle aura démantelé quantité de moyens de production, éradiqué quantité de forces productives (travailleurs) et détruites quantité de marchandises pendant la guerre nucléaire, pendant les famines et les pandémies en série, et au cours des cataclysmes naturels pour lesquelles rien n'aura été fait pour prévenir ou secourir les populations martyres, ou encore par euthanasie des retraités désormais présentés comme la panacée à tous les maux de l'humanité, mais parce que le système économique impérialiste aura ainsi résolu ses problèmes de trop-plein de main d'œuvre désœuvrée, de trop-plein de pauvres improductifs et dispendieux à entretenir, ainsi que celui de l'exigüité des marchés et de surabondance des moyens de production qui entraîne la baisse inéluctable de la composition organique du capital et du taux moyen de profit.

La guerre comme « solution » à la crise économique

Bien entendu, les guerres sont présentement localisées, contrôlées, dirigées et endiguées, quoique de moins en moins efficacement (Sud Soudan, Syrie,

Afghanistan, Pakistan, Centre-Afrique, Libye, Mali). D'un commun accord entre les protagonistes des camps impérialistes antagonistes, pas encore résignés à s'affronter dans un grand cataclysme international, les aires de guerres sont limitées aux pays sous-développés. Depuis 1945 – fin du précédent conflit mondial –, il n'y a pas eu une seule année sans qu'une guerre locale ou régionale n'ait été menée, mettant aux prises l'impérialisme américain triomphant (pour un temps) et le camp socialiste, qui s'est ensuite muté en camp social impérialiste. Le bloc social impérialiste soviétique s'effondrant en 1989 a été remplacé par le social-impérialisme chinois et l'impérialisme russe ascendant, tous deux réunis dans l'alliance du BRICS, devant le camp impérialiste occidental décadent (OTAN).

Plus d'une cinquantaine de guerres locales et régionales ont marqué et marquent encore aujourd'hui le déclin rapide de l'impérialisme américain qui s'accroche désespérément à son statut obsolète de première puissance économique mondiale. Les États-Unis d'Amérique demeurent la première puissance militaire au monde, mais ils ne sont déjà plus la première puissance économique internationale. Seule la fraude monétaire accompagnant le dollar US – artificiellement maintenue en survie – permet encore à ce pays décadent de guerroyer.

Dès avant la Première Grande Guerre l'idée a germé dans la tête des sociaux-démocrates, des réformistes et des opportunistes de tout acabit que la guerre n'était pas un compagnon de lit obligé du mode de production capitaliste et que l'humanité, si longtemps outragée par les horreurs de la guerre mille fois répétées et dénoncées, pourrait enfin respirer dans la paix sinon perpétuelle du moins prolongée et durable.

Nous ne reprendrons pas ici toute la panoplie des courants de pensée argumentés qui prétendent que « plus jamais » le monde ne souffrira de telles abominations meurtrières. Et chaque fois, de nouveaux charniers viennent dissiper les illusions des prestidigitateurs, des curés, des mollahs, des imams, des papes, des humanistes et des pleureuses laïques engagées dans la guerre contre la guerre à coup d'eau bénite, de prières, de cantiques et de pétitions de compassions. Nous ne traiterons ici que certains des arguments les plus récents des thuriféraires de l'impossible apocalypse nucléaire et des « négationnistes » d'une nouvelle guerre mortifère à l'échelle planétaire.

Premier argument de ces pacifistes utopistes : La guerre mondiale n'est plus possible, la chose étant que les armements nucléaires disponibles sont trop puissants et mettraient en danger le vainqueur tout autant que le vaincu. Croyez-

le ou non, on disait déjà cela dans les mois précédents la Seconde Guerre mondiale. Qu'ils le veuillent ou non, les capitalistes monopolistes seront entraînés dans cette guerre mondialisée par les lois inexorables de l'économie impérialiste.

Deuxième argument de ces tenants « de la paix inévitable » : La division internationale du travail et la répartition des moyens de production (industrie lourde productrice de moyens de production), ainsi que la dépendance qu'engendre ce nouveau paradigme « d'interdépendance industrielle universelle » rend improbable sinon impossible une guerre totale entre un camp impérialiste contre un autre camp impérialiste puissant et détenteur de la plus grande part des moyens de production de l'humanité. En effet, comment General Motors États-Unis pourrait-il commander la destruction de ses installations de production en Chine « Communiste »? Entre 1939 et 1945, la société américaine IBM a vu bombarder ses équipements industriels implantés en Allemagne. D'autres entreprises industrielles américaines également. La destruction de moyens de production permet de désengorger les marchés et de relancer le processus de production profitable.

Bien que ces arguments semblent logiques et raisonnables, ils ne font pas le poids devant l'histoire et les faits du présent. Il nous faut malheureusement accepter l'évidence, les capitalistes monopolistes ont toujours juré qu'ils voulaient la paix à tout prix alors qu'ils préparaient la guerre à n'importe quel prix. Les dépenses gouvernementales pour l'armement, en hausse exponentielle, prouvent à l'évidence que le monde se dirige vers un nouveau conflit international. La recherche de pointe sur le développement d'armes nucléaires létales, dites à « effets localisés et limités », et les récents revirements de la politique américaine en ce qui concerne le bouclier nucléaire européen face au camp eurasiatique, ainsi que la décision du président américain de déplacer ses flottes et ses bases militaires vers l'Asie-Pacifique démontrent à l'entendement que le grand capital monopoliste prépare un grand affrontement dont un seul camp sortira gagnant (temporairement) en termes de domination mondiale sur les ressources, en termes d'exploitation des forces productives et de spoliation de la plusvalue et des profits, assurant la reproduction élargie du mode de production impérialiste moderne^{li}.

L'unique solution à la crise économique

La révolution empêchera la guerre ou la guerre enclenchera la révolution ouvrière. C'est-à-dire que la classe ouvrière se résoudra à accomplir sa mission

historique qui consiste à répudier l'ancien mode de production impérialiste dégénéré, qui a rendu les services qu'il pouvait, mais n'est plus capable de surmonter ses contradictions internes et d'assurer l'évolution du genre humain. Les ouvriers devront le remplacer par un nouveau mode de production planifiée, un nouveau mode de propriété et une nouvelle société organisée assurant le développement dans le respect de l'environnement.

Nous croyons sincèrement, compte tenu de l'état déglingué des organisations du mouvement ouvrier désorganisé dans le monde entier, infiltré par les contingents de petits-bourgeois tétanisés et compte tenu du degré d'aliénation de la classe ouvrière et des forces populaires, après les multiples trahisons réformistes, opportunistes, gauchistes et révisionnistes que malheureusement cette fois encore ce soit la guerre qui enclenchera la révolution et non l'inverse^{lii}.

Les ouvriers du monde entier et leurs alliés employés et salariés de tout secteur et de tous milieux devront descendre jusqu'au fond de l'Enfer de la guerre thermonucléaire la plus mortifère avant de faire le tri parmi les milliers de courants de pensée petits-bourgeois (classe sociale dont c'est le métier de cogiter de multiples théories alambiquées) pour extirper de ce magma indigeste la théorie scientifique de la révolution socialiste. Seule la guerre révolutionnaire pourra mettre un terme aux chapelets de guerres d'extermination et de spoliation en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'OCCIDENT IMPÉRIALISTE MODERNE

L'Occident impérialiste moderne sur le plan économique, politique et idéologique se compose des *États-Unis d'Amérique*, du *Canada*, de l'*Australie* et de la *Nouvelle-Zélande*, du *Japon*, de l'*Allemagne* et de l'*Autriche*, du *Royaume-Uni* et de l'*Irlande*, de la *France*, la *Belgique*, le *Luxembourg*, les *Pays-Bas*, l'*Italie*, l'*Espagne*, le *Portugal*, la *Grèce*, la *Suisse* et les pays scandinaves *Suède*, *Norvège*, *Danemark*, *Islande* et enfin d'*Israël*. En 2013, ces 23 pays (sur 203 pays dans le monde) rassemblaient 921 millions d'habitants (14 % de l'effectif mondial); regroupaient 716 des 1 455 milliardaires sur Terre; cumulaient 237 des 300 plus grandes corporations monopolistes mondiales; totalisant 41 645 milliards de dollars de PIB (58 % du total mondial en 2012).

Ces 23 pays ont effectué 1080 milliards de dollars de dépense militaire (65 % du total mondial en 2010). Leur revenu annuel moyen se situe entre 23 000 \$ et 115 000 \$ avec une médiane à 52 000 \$ par habitant. A contrario, entre 1,3 et 2 milliards d'individus dans le monde vivent sous le seuil d'extrême pauvreté avec moins de 2 \$ par jour.

Source <http://www.inegalites.fr/spip.php?article381>

L'ÉTAT-PROVIDENCE

L'État-providence après avoir soutenu le développement de l'économie capitaliste dans chacun des pays impérialistes d'Occident l'État-providence a survécu pour un temps à la concurrence interimpérialiste entre le bloc atlantiste et le bloc social impérialiste soviétique, puis entre l'alliance atlantique et le BRICS. **L'État-providence** hier encore « généreux » de ses oboles pour les assistés sociaux, les chômeurs, les ONG, les employés gouvernementaux, les aristocrates ouvriers reconnaissants et les petits-bourgeois obligeants se voit aujourd'hui assigner le rôle de canaliser la plus grande partie des revenus de l'État directement vers les goussets des milliardaires, des boursicoteurs et du capital monopoliste financier afin de tenter d'enrayer la baisse tendancielle du taux de profit moyen, performance pourtant impossible à réaliser. **L'État-providence** éphémère et tant aimé est aujourd'hui sacrifié, ses programmes sociaux, ce que les réformistes appellent les « acquis sociaux », sont liquidés afin de dégager des crédits pour subventionner l'entreprise privée et rembourser les rentiers et les banquiers. Par des mesures politiques et financières dites « néolibérales », l'État des riches impérialistes favorise le développement de sa section nationale de la grande famille des capitalistes internationaux. Cet État ne veut ni ne peut être utilisé pour arraisonner les capitalistes monopolistes financiers qui le dirige, le finance et le commande. **L'État-providence** national bourgeois des riches ne peut pas favoriser les salariés de sa propre nation sans s'attirer des mesures de rétorsion des organismes para nationaux de la gouvernance impérialiste mondiale. L'étape de la lutte de classes dite « nationale » pour sauver **L'État-providence national** est révolue.

NOTES

i

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20140124trib000811681/qui-sont-ces-85-milliardaires-dont-la-fortune-equivaut-a-celle-de-la-moitie-de-l-humanite.html>

ii

http://fr.wikipedia.org/wiki/Paradis_fiscal#Liste_grise

iii

<http://www.legrandsoir.info/montages-financiers-des-entreprises-quand-les-etats-perdent-le-controle.html>

iv

Tous auront compris que les hoquets des souverainistes québécois visant à séparer le Québec du reste du Canada afin de soi-disant ériger des frontières et des barrières tarifaires autour d'un Québec capitaliste totalement intégré aux alliances commerciales supra continentales du système d'économie politique impérialiste moderne globalisé et mondialisé constitue une bataille réactionnaire d'arrière-garde sans aucun intérêt pour la classe ouvrière québécoise et canadienne internationalisée. <http://www.legrandsoir.info/montages-financiers-des-entreprises-quand-les-etats-perdentle-controle.html>

v

http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d'organisations_internationales

vi

http://www.lapresse.ca/actualites/national/201304/04/01-4637782-paradis-fiscaux-46-quebecois-sont-mis-en-cause.php#Scene_1 et

<http://www.rts.ch/video/info/journal19h30/4800517-offshore-leaks-l-analyse-de-myret-zaki-redactrice-en-chef-adjointe-dumagazine-bilan.html>

vii

http://fr.wikipedia.org/wiki/Paradis_fiscal

viii

Paul Lafargue (1880). *Le droit à la paresse*.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Droit_%C3%A0_la_paresse

ix

<http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/les-taux-dimposition-des-entreprises-au-quebec>

x

La famille des milliardaires Bombardier-Beaudoin, par l'entremise de leur holding le Groupe Beaudier, recevra 350 millions de dollars d'aide de l'État québécois pour construire une super cimenterie à Port-Daniel en Gaspésie

au Québec. <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201401/29/01-4733452quebec-injectera-350-millions-a-port-daniel.php>

xi

<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/surabondance-de-capitaux-toxiques-dans-les-pays-imperialistes/>

xii

http://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_%C3%A9conomique_mondiale_des_ann%C3%A9es_2008_et_suivantes

xiii

La **titrisation** (*securitization* en anglais) est une technique financière qui consiste à transférer à des investisseurs des soi-disant actifs financiers tels que des créances (par exemple des factures émises non soldées, ou des prêts en cours), en transformant ces créances, par le passage à travers une société *ad hoc*, en titres financiers émis sur le marché boursier. Le produit financier sulfureux est vendu aux spéculateurs boursiers comme la Caisse de dépôt et

placement du Québec qui possédait des milliards de dollars de valeurs plus que risquées. Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Titrisation>

xiv

<http://blogs.mediapart.fr/blog/marie-anne-kraft/280309/bilan-financier-mondial-et-lecons-de-la-crise>

xv

Éric Toussaint (2014). Comment les banques et les gouvernements détruisent les garde-fous. <http://www.legrandsoir.info/comment-les-banques-et-lesgouvernants-detruisent-les-garde-fous.html>

xvi

<http://affaires.lapresse.ca/economie/etats-unis/201401/08/01-4726826-e-u-le-credit-a-la-consommation-ralentit-sa-hausse.php>

xvii

<http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/fin20-fra.htm>

xviii

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/12/13/002-endettement-dette-canadiens.shtml>

xix

Alain Souchon *Foule sentimentale*.

http://www.youtube.com/watch?v=V_SNDGwwGFM

xx

<http://argent.canoe.ca/nouvelles/quebec-reporte-lequilibre-budgetaire-28112013>

xxi

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/E_12_00001/E12_00001.html

xxii

<http://www.les7duquebec.com/trouvailles/le-plus-grand-scandale-de-manipulation-de-prix-de-tous-les-temps/>

xxiii

<http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/jacques-parizeau-de-la-rhetorique-au-sophisme/>

xxiv

<http://economieamericaine.blog.lemonde.fr/2012/10/26/pourquoi-lindustrie->

[americaine-se-desengage-de-leurope/](#)

xxv

Paul Craig Roberts <http://www.vigile.net/L-effondrement-de-l-economie>

xxvi

<http://canempechepasnicolas.over-blog.com/article-le-pdg-de-psa-peugeot-citroen-annonce-la-fermeture-d-usines-en-europe-110604349.html>

xxvii

Rendement de 13% pour la Caisse de dépôt en 2013 attribuable à des rendements de 22,9% sur le marché boursier étatsunien (hautement spéculatif et volatile).

http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/02/26/rendement-caissedepot-placement-quebec-2013_n_4858295.html

xxviii

<http://les7duquebec.org/7-au-front/afrique-le-continent-spolier/>

xxix

L'économiste Michael Pettis a simplement découvert après les autres que la Chine était devenue l'atelier du monde développé dépendant et qu'elle avait adopté la stratégie de s'emparer de tous les marchés

<http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/le-rebalancement-de-leconomiechinoise/>

xxx

La faillite des régimes de retraite <http://www.sauvegarderetraites.org/article-retraite.php?n=258>

xxxi

La reproduction élargie de la force de travail d'un ouvrier comprend ce qui lui est personnellement nécessaire pour vivre, être soigné, s'éduquer, se divertir et vivre sa retraite en sécurité, mais aussi pour se reproduire, procréer, élever et faire éduquer ses enfants, les faire soigner et les préparer à devenir esclaves salariés.

xxxii

<http://les7duquebec.org/7-au-front/elections-americaines-2012-les-vrais-enjeux/>

xxxiii

<http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/la-polemique-sur-les-35-heures-125075>

xxxiv

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste des milliardaires du monde en 2012](http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_milliardaires_du_monde_en_2012)

xxxv

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Convention de Schengen](http://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_de_Schengen) et

Vincent Gouysse (2012) *2011-2012 : Reprise de la crise.*

[http://www.marxisme.fr/reprise de la crise.htm](http://www.marxisme.fr/reprise_de_la_crise.htm)

La Chine <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/le-rebalancement-deleconomie-chinoise/>

xxxvi

<http://www.jobintree.com/dictionnaire/definition-pyramide-ponzi-913.html>

xxxvii

<http://www.journaldemontreal.com/2014/02/09/ca-prend-un-remede-de-cheval>

xxxviii

J. Aubron. N. Ménigon. J.-M. Rouillan. R. Schleicher (2001) *Le Prolétaire Précaire, notes et réflexions sur le nouveau sujet de classe.* Paris. Acratie

xxxix

http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/industria_liser-la-grece-et-l-111497

xl

K. Marx *Le Capital* Vol. 1, tome 1, page 75.

xli

Pendant les années d'après-guerre, divers facteurs ont joué en faveur de la classe ouvrière. Ainsi en est-il de l'affaiblissement de la bourgeoisie suite à la période fasciste qui divisa les forces de la bourgeoisie – écartelée entre l'option pseudo-démocratique et l'option ouvertement fasciste – opposition qui bénéficia aux organisations ouvrières et populaires, avantage que les différentes formes de réformisme se chargèrent de monnayer et de liquider. Il y eut également la volonté de la bourgeoisie d'éliminer l'influence du communisme. Retenons toutefois que « l'État Providence » ne concerna que quelques pays impérialistes avancés (une trentaine d'États occidentaux tout au plus, le Japon faisant partie de l'aire d'organisation économique occidentale

xlii

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords de Bretton Woods](http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods)

xliii

<http://www.legrandsoir.info/du-printemps-occidental-mai-68-au-printemps-devoye-mai2008.html> et <http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/mai-2008-le-printempsdevoye-2e-127408>

xliv

<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat-providence>

xlv

<http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9olib%C3%A9ralisme>

xlvi

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Hydro-Qu%C3%A9bec>

xlvii

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Hydro-Qu%C3%A9bec>

xlviii

[http://www.oulala.info/2013/11/le-fonctionnement-du-mode-de-production-capitaliste-](http://www.oulala.info/2013/11/le-fonctionnement-du-mode-de-production-capitaliste-2/)

[2/](http://www.oulala.info/2013/11/le-fonctionnement-du-mode-de-production-capitaliste-2/)

xlix

Susceptible d'exister, mais qui reste sans effet dans le présent, synonyme de potentiel. Dictionnaire Larousse.

l

<http://www.mondialisation.ca/usa-10-chiffres-qui-disent-tout/5310915>

li

L'Europe veut des drones américains. 21.05.2013.

<http://www.oulala.info/2013/05/leurope-fait-pression-sur-les-etats-unis-pour-partager-lesdrones-pas-pour-les-supprimer/> Nouvelles bombes nucléaires

étasuniennes en Europe pour les F-35. 24.04.2013.

<http://www.mondialisation.ca/nouvelles-bombes-nucleairesetasuniennes-en-europe-pour-les-f-35/5332695>

lii

Le Pentagone dit au Sénat américain que les guerres vont continuer pour des années. 25.05.2013. <http://www.legrandsoir.info/le-pentagone-dit-au-senat-americaain-que-lesguerres-vont-continuer-durant-des-dizaines-d-annees.html>

* Cet article a été publié sur le webzine *Les 7 du Québec en mars 2014*
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-crise-economique-mondiale-etlausterite-premiere-partie/>
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/crise-economique-et-austerite-2epartie/>

** Cet article a été publié sur le webzine *Les 7 du Québec en mars 2014*.
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/les-entreprises-americainesdelocalisent-aux-etats-unis/>

*** Cet article a été publié sur le webzine *Les 7 du Québec en février 2014*
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-spirale-infernale-de-la-capitalisation-bidon/>

**** Cet article a été publié sur le webzine *Les 7 du Québec en février 2014*
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-productivite-des-ouvriers-nest-pas-suffisante/>

***** Cet article a été publié sur le webzine *Les 7 du Québec en février 2014*
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/mondialisation-pseudo-liberale/>